



le peuple breton

NUCLEAIRE

BRETAGNE

EDF

3

0

DOCUMENT

**EMPLOIS :
SILENCE,
ON DEMENAGE**

**L'ENSEIGNEMENT
MARITIME
DANS LA TOURMENTE**

NANTES : L'UDB AUX CANTONALES

**TOUS A
SAINT JEAN
DU DOIGT
LE 22 JUIN !**



POBL VREIZH

Le FRIC et la TRIQUE

Pour les élections législatives de mars dernier, l'UDB avait appelé à « battre la droite », en raison de l'enjeu de société, du risque pour les libertés que représentait la victoire probable de la Droite. Des militants bretons et progressistes n'avaient pas compris cette attitude, perçue à tort comme un soutien au PS. 2 mois et demi après, il est facile de montrer que nos craintes étaient justifiées et que les Bretons n'échapperont pas aux conséquences, négatives pour la grande majorité, des mesures adoptées ou annoncées par le gouvernement Chirac. Même si l'expression paraît « vieux jeu » à certains « syndicalistes modernistes », la Droite n'a jamais pratiqué une politique aussi réactionnaire depuis Vichy ou les années trente. Qu'on en juge :

PROMESSES TENUES !

La dévaluation reconstitue les marges bénéficiaires des exportateurs et renchérit les importations : elle est inflationniste, c'est un cadeau au CNPF. La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, l'abaissement des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu ? Cadeau à un petit groupe de 5 % de privilégiés, baisse de recette qu'il faudra compenser sur les autres catégories ! L'amnistie fiscale pour les sorties illégales de capitaux assortie du retour à l'anonymat des opérations sur l'or ? Encore un cadeau aux trafiquants et l'occasion pour eux d'éviter les investissements productifs ! La suppression de l'autorisation administrative de licenciement ? L'occasion pour les entreprises d'écarter les fortes têtes ou de remplacer des quadragénaires par des jeunes, payés moins cher ! La liberté des prix ? Un nouveau risque de dérapage inflationniste alors qu'on abaisse les intérêts de l'épargne populaire sur livret. Le renforcement des contrôles de police sur les immigrés ? Encore un clin d'œil à l'électorat de Le Pen (1), rejoint dans son ultra-libéralisme économique à la Thatcher par Giscard, Peyrefitte et nombre de membres de la nouvelle majorité, sans parler des 12 députés du groupe Hersant. Et ce n'est qu'un début... Il faudra songer, à gauche, aux barrières entrouvertes par le PS que la droite fait maintenant tomber ; à la perte des réactions de défense des catégories concernées. Et la Bretagne ?

Prolongement d'une longue politique de liquidation de la marine marchande, l'annonce par le sous-ministre breton de la Mer, de la fermeture des écoles de formation d'officiers de Païmpol et de Saint-Malo (la seconde paraissant plus échelonnée dans le temps), l'abandon du projet du phare d'Ouessant !. La « pause » dans la décentralisation annoncée par Pasqua, l'absence totale de volonté « régionale » des

conseillers qui nous représentent à Rennes et à Nantes, la vague néo-reaganienne qui parcourt la Droite française et qui veut que les pauvres et les régions pauvres se débrouillent eux-mêmes, tout cela annonce des lendemains difficiles et exige vigilance et organisation. Les groupes de pression du nucléaire (EDF, armée), encore renforcés, vont à nouveau tenter d'imposer centrales, surgénérateurs et dépôts radio-actifs en Bretagne, en s'appuyant sur d'éventuelles retombées en emploi. Nous serons de ceux qui diront « non », arguments à l'appui, comme nous disons non à la politique coloniale et rétrograde que B. Pons (RPR, ministre) vient d'annoncer en Nouvelle Calédonie, en faveur des colons et en niant les droits des Kanaks sur les terres qui leur ont été récemment rendues. Sur ce point aussi, les ténors de la gauche française sont étrangement silencieux.

DEMONSTRATION PARFAITE

Après avoir vu ce que la gauche française ne fait pas, ce que la droite française est capable de faire – et là, on n'en est qu'au début –, il reste à agir, ici en Bretagne, pour une autre politique, à Paris bien sûr, mais aussi chez nous : depuis 1982, toutes les statistiques montrent que la Bretagne a été la laissée pour compte des investissements industriels de l'Etat et des grands groupes.

19 députés socialistes bretons n'ont rien dit sur ces choix et cette politique. Par choix idéologique, la majorité de droite actuelle en Bretagne ne peut non plus dénoncer l'aggravation de la situation, qui exigerait un aménagement du territoire démocratique et un contre-pouvoir breton résolu. L'avenir, la survie du peuple breton exigent une action bretonne résolue. L'UDB et les efforts de convergence des Bretons conscients et progressistes sont nécessaires à notre pays. Les deux périodes que nous avons connues depuis 1981 le prouvent, si besoin en était.

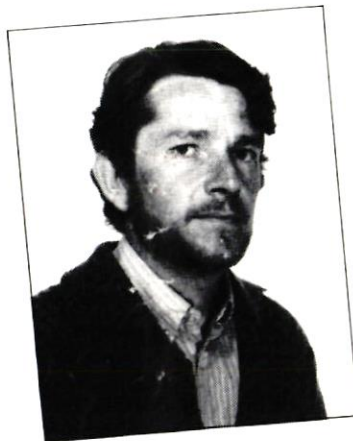


(1) Certainement satisfait de voir « l'idéologie sécuritaire » défendue par Pandraud, Pasqua et Chalandon, qui veut privatiser des prisons et dénonce « le laxisme de la justice soutenu par un laxisme idéologique » : s'agit-il des dizaines de crimes et actes racistes classés sans suite ? Ce refus des immigrés de l'extérieur risque de s'accompagner du refus des immigrés de l'intérieur que constituent les peuples de l'Hexagone : le bonapartisme semble l'un des traits communs de la nouvelle majorité de la majorité (le RPR).

Yves EVENO, candidat de l'UDB à l'élection cantonale de Nantes 9

Le canton de Nantes 9 se trouve sans conseiller général, à la suite de l'annulation par le tribunal administratif puis par le conseil d'Etat de l'élection du conseiller de droite (CNI) élu en mars 1985. Il ne l'avait emporté que de 8 voix alors qu'il y avait litige sur 20 voix en étudiant les listes d'émargement. Le 21 mai, on apprenait cette annulation et la section de Nantes de l'UDB, réunie le jour même, décidait de présenter à cette élection Yves Eveno.

Yves est né à Nantes en 1955. Il est dessinateur à la mairie de Nantes. Militant syndical et associatif (CPFE), il est actuellement responsable de la section de Nantes. Le canton présente



un bon échantillonnage de la population de la région nantaise, avec prépondérance des salariés et des classes moyennes. Tous ceux qui, sur place, le peuvent, apporteront leur soutien à cette candidature qui témoigne de la volonté de l'UDB de poser le problème breton dans toutes ses dimensions et de montrer qu'à côté d'une gauche française qui a laissé s'aggraver les problèmes des Bretons et contre une droite dont on vit déjà les orientations revanchardes et faussement libérales, il faut affirmer la présence d'une gauche bretonne démocratique qui, par vocation, est attachée à la défense du peuple breton, UDB Nantes, 21 rue des Coulmiers.

SOUSCRIPTION :

Les deux réflexes

Nos dons continuent à un rythme soutenu. Une augmentation légère du total mensuel permettrait d'améliorer le journal qui, vous le verrez encore ce mois-ci, apporte une information originale, parfois indispensable.

Ajouter un plus au montant de l'abonnement, répondre rapidement aux cartons d'avis d'échéance, voilà deux moyens concrets de nous aider efficacement. Un « P.B. » à 28 pages le mois prochain ? C'est possible si vous avez ces deux réflexes. Donnez-nous aussi des listes de gens intéressés à qui nous enverrons le « P.B. » pendant 3 mois, avant de leur proposer un abonnement (formulaire ci-contre, qui peut être recopié).

6^e liste

F. Berthou, Brest (50 F) ; A. Le Priellec, Evry (30 F) ; B. Le Blavec, Rezé (50 F) ; R.M. Durand, 75 Paris (20 F) ; P.L.P. Nantes, « pour le développement du P.B. », (77 F) ; P. Gourdon, 92 Issy (200 F) ; M. Gaillot, Dinan (50 F) ; C. Guyonvarc'h, Hennebont (+ 50 F) ; A. Poriol, Nantes (20 F) ; A. Louazon, Paris (50 F) ; J.C. Marcot, Pont-l'Abbé (100 F) ; A. Jaffres, Brest (1 F) ; M. Riou, Taden (60 F) ; R. Le Parc, Saint-Nazaire (50 F) ; F. Ménard, Nantes (50 F) ; A. Le Person, Lannion (20 F) ; H. Thomas, Saint-Brieuc (20 F) ; J.P. Curé, La Réunion (100 F) ; B. Kivijer, Lorient (50 F) ; L. Richard, Nantes (20 F) ; M. Creignou, 93 Montreuil (100 F) ; J.Y. Le Corre, Clohars (50 F) ; J. Martini, Saint-Malo (20 F) ; J. Querrien, Montfort (+ 20 F) ; G. Georgeault, Vitré (50 F) ; M.T. Communier, Daoulas (20 F) ; A. Cattelliot, Mordelles (20 F) ; P. Trévidic, Huelgat (50 F) ; Y. Quennehervé (20 F) ; M. Leroy, Le Guilvinec (50 F) ; Y. Le Ray (50 F) ; Y. Rustique, 64 Anglet (50 F) ; J. Chapron, Saint-Malo (50 F) ; R. Blochet, Lille (100 F) ; C. George, Quimper (100 F) ; L. Marvin, Saint-Brieuc (25 F) ; Le Jean François, Nantes (20 F) ; R. Le Du, Saint-Brieuc (20 F) ; Y. Coriou, 47 Hovelles (20 F) ; P. Davin, 38 Saint-Egrève (20 F) ; G. Manchec, 92 Suresnes (50 F) ; Total : 2.062 F ; total 86 : 12.977 F.

En guise de sommaire...

L'actualité ! Tchernobyl, la lutte anti-nucléaire victorieuse de la population du secteur de Plouézec (p. 4 et 6) occupent la place qu'ils méritent. la politique de la Droite au pouvoir aussi (p. 2 et 3). Avec les menaces sur les 3 écoles d'hydrographie bretonne, c'est la vocation maritime de la Bretagne que le pouvoir attaque (p. 7). Pièces à l'appui, nous dévoilons le vrai visage de la politique industrielle de Paris, dès l'époque Fabius-Mauroy (p. 8 et 9) ; l'argent et les emplois vont à l'Île-de-France et aux régions industrialisées, par ailleurs. Après un Pobl Vreizh inhabituel que nous ne déflorerons pas (p. 12-13), le mouvement savoyard, peu connu de nos lecteurs, se présente (p. 14). Un livre et des disques importants (p. 15-16) précèdent les stages de l'été et l'agenda culturel et associatif. Lieu de dialogue, le P.B. le demeure (p. 10 et 19).

Je m'abonne

le peuple
breton

NOM PRENOM
ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
 - un réabonnement ☐
 - ordinaire : 100 F (1)
 - de soutien à partir de 120 F (1)
 - étranger : 135 F (1)
 - étranger par avion : 160 F (1)
- à partir du N° inclus.

- Ci-joint le règlement par :
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

(1) Rayer la mention inutile

B.P. 301 - 22304 LANNION CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ VOS AMIS... pour un an ou pour 3 mois (gratuit)

NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
a fait l'abonnement	est à abonner au P.B.
à 100 F (chèque joint)	recevra le P.B. pendant 3 mois (gratuit)

Chirac chez Botoku !

Certains esprits un peu simples ont pu s'étonner de voir Chirac jouer les Dupont-Dupont avec Tonton à Tokyo. Pourtant, le Japon est bel et bien le modèle suivre, et il faut donc saisir toute occasion pour y amener un maximum de stagiaires !

Ceux qui ont eu la chance de voir à la télé, il y a quelques mois, un reportage sur la formation pour cadres dynamiques dans ce pays ont sûrement compris à quel point les hommes doivent être traités comme des chiens pour mieux servir notre idole à tous, depuis 83, l'entreprise !.

Le « Peuple Breton », en relation avec le célèbre économiste japonais, le professeur Botoku, de l'entreprise Yaksa (qui a formé tous les Tapiés d'orient, bien sûr), propose que Chirac retourne au Japon et qu'il y reste un bon moment !

En effet, « notre » premier ministre a toujours été un peu « tangent ».

- N'a-t-il pas signé autrefois l'appel de Stockholm avec la gauche irrécupérable ?

- Sur le plan économique, sa formation laisse à désirer : en 76, déjà premier ministre, à

propos de la crise économique, il prétendait voir le « bout du tunnel » pour la fin de l'année ! Le pauvre !

- Ces dernières semaines, il ose s'en prendre aux chefs d'entreprises qui n'embauchent pas assez à son goût ! Pas sérieux, on vous dit ! Il croyait que quelques ballades dures adressées aux députés suffiraient à déstabiliser le patronat responsable ! De la rigueur enfin ! Assez de pleurnicheries sociales ! Un chômage muselé, ça favorise la marge brute de l'entreprise. Voilà ce qui compte ! Même les lecteurs du « Peuple Breton » l'ont compris : ils font revenir régulièrement l'argent qu'ils avaient caché en Suisse pour soutenir leur journal ! Investir, on vous dit !...

Attention : ce serait quand même un peu limité, de ne confier que Chirac au professeur Botoku. Il faut lui associer un joli paquet de ceux qui ont contribué à faire tourner les courants d'air de l'histoire dans le sens de l'entreprise Yaksa. Des fabius du riche aux tapiés du pauvre, cela fera du monde dans le wagon.

J.G.

Librairie du Marchallac'h

Librairie bretonne
pour adultes et enfants

21 rue Cie Barbé

22300 LANNION

Tél. 96.46.40.99



peintre
en
lettres

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41

TCHERNOBYL... ET APRES ?

Comment peut-on être anti ?

Vous êtes « antinucléaire » ? C'est sans doute parce que les travaux de construction d'une centrale vont vous chasser de chez vous ou de votre emploi et que cela vous amène à nier l'intérêt collectif de cette réalisation. Non ? Alors c'est parce que vous êtes un amoureux de la nature et que vous faites passer le développement économique après la sauvegarde de sites comme celui de Plogoff qui seraient complètement défigurés par une usine géante dont la durée de vie serait bien courte – vingt ans nous dit-on – et dont la démolition trop coûteuse n'est même pas programmée.

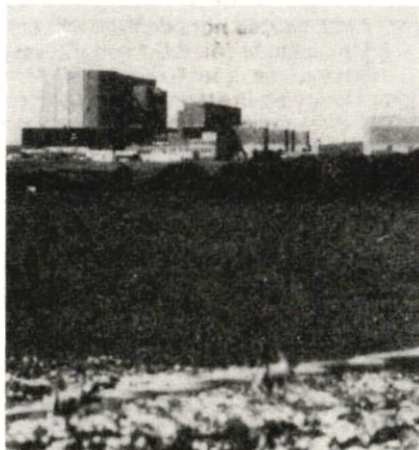
Non plus ? Alors vous êtes un de ces intellectuels rêveurs qui refusent la marche vers une société technocratique engendrée par les industries de « pointe » dont l'industrie nucléaire est le symbole. A moins que tout simplement vous ne soyez, vous aussi, victime de cette crainte absurde devant l'utilisation de l'énergie nucléaire pourtant parfaitement maîtrisée par nos techniciens. Comme beaucoup de gens, vous ne pouvez comprendre ces techniques et vous faites inconsciemment un amalgame entre Hiroshima, Nagasaki, la puissance de destruction de l'armement nucléaire et une industrie mal perçue du public parce qu'elle ne fait appel qu'à un petit nombre de spécialistes.

C'est à peu près le langage qui a été tenu dans tous les Etats. On ne manque pas de souligner que dans les centrales nucléaires on multiplie les mesures de sécurité comme dans aucune autre activité industrielle. On affirme, chiffres à l'appui, que l'énergie nucléaire n'est pas dangereuse, infiniment moins par exemple que le charbon dont les victimes des coups de grisou ou de la silicose ne se comptent plus.

Peu à peu, la maîtrise technique a vaincu les réticences et convaincu le plus grand nombre. Le nucléaire est devenu une énergie « banalisée » et le ralentissement un peu partout dans le monde des programmes de construction de centrales tient plus à des raisons économiques (coût des investissements, concurrence des autres sources d'énergie, surproduction, etc...) qu'au refus du nucléaire.

En Bretagne, la situation n'est pas très différente de ce qu'elle est ailleurs. D'un côté, il y a les antinucléaires, volontiers présentés comme un ramassis d'écologistes défenseurs de l'agriculture biologique et de l'élevage de chèvres, de gauchistes mal remis de 68, et de folkloristes attachés à l'image d'une Bretagne vieillotte en sabots de bois et en chapeau rond. De l'autre, il y aurait les gens responsables, conscients de la nécessité du développement économique et qui, en construisant les centrales, préparent la Bretagne prospère de demain.

Après Tchernobyl on ne nous présentera pas les choses différemment : aujourd'hui les partisans du nucléaire font le gros dos sous l'orage mais dans quelques semaines nous allons voir se développer une campagne de propagande destinée à effacer la mauvaise impression laissée par cet accident.



Une centrale britannique au Pays de Galles : petite et pourtant, dangereuse.

Nous en connaissons déjà les grands axes : même après les morts de Tchernobyl (treize au moment où nous écrivons ces lignes, mais le bilan est bien loin d'être définitif et ne pourra être établi que dans cinq ou dix ans), le nombre de victimes rapporté à la puissance installée reste très faible et l'industrie nucléaire reste statistiquement une activité moins dangereuse que la plupart des autres activités économiques. On jouera aussi un peu sur l'anticommunisme en soulignant le retard de la technique soviétique et l'insuffisance des mesures de sécurité prises en URSS (ce qui d'ailleurs est peut-être vrai, mais qui peut en juger ?) Enfin, on flattera l'esprit cocardier des habitants de l'hexagone en affirmant que la technique française est la meilleure du monde et qu'en France, un accident aussi grave est impossible tant sont grandes les mesures prises pour éviter les accidents et pour limiter les conséquences de ceux qui malgré tout pourraient survenir.

Comme avant ?

Mais après Tchernobyl, les choses peuvent-elles être comme avant ?

Ce dernier accident, et le plus grave de l'histoire du nucléaire, a mis en évidence trop de données fondamentales que l'on avait tendance à oublier pour que l'attitude des gens ne soit pas modifiée.

Le passage du nuage radioactif sur l'hexagone a montré que la France est de tous les pays non communistes et de loin, celui où l'information concernant le nucléaire est la plus mal faite et que le gouvernement n'hésite pas le cas

échouant à cacher la vérité (un gouvernement de gauche aurait-il agi différemment ? rien n'est moins sûr). Pour enrayer une campagne de protestation qui commençait à se développer dans les médias, le gouvernement a mis en place une structure interministérielle d'information. Elle est bien loin de répondre aux besoins mais c'est un premier pas et, si nous savons amplifier le mouvement, nous pouvons à terme obtenir d'être aussi bien informés que les Américains ou les Allemands.

Plus importante encore pourrait être la mise en place d'un organisme international de sécurité et d'information, une proposition de Gorbatchev bien accueillie par la plupart des pays. L'information qui nous est refusée en France serait ainsi donnée à l'extérieur et outre qu'il nous en reviendrait bien quelques morceaux, cela obligerait le monde clos de l'EDF et du CEA à entretenir ses dossiers.

Deuxième aspect des choses mis en évidence par Tchernobyl : l'existence du risque. Les précédents accidents survenus dans le monde étaient soit trop lointains, soit de trop faible gravité pour que nous puissions sentir la réalité du risque d'accident grave. Plus les centrales se multipliaient sans incident majeur, plus le temps qui passait donnait raison à ceux qui nous disaient qu'il n'y avait aucun danger et plus ceux qui le croyaient devenaient nombreux.

Pourtant aucune technique n'est sûre à 100 % : si faible soit-il, le risque d'accident dû à une défaillance matérielle ou humaine n'est jamais nul. Lorsque nous roulons à 270 km/h dans le TGV ou que nous sommes à 5.000 m d'altitude dans un airbus, nous savons qu'il y a une chance sur dix millions ou dix milliards (à ce niveau le nombre de zéros signifie-t-il encore quelque chose ?) pour que dans le prochain kilomètre il y ait un accident et cela malgré les multiples mesures de sécurité qui sont prises.

On nous répète que la technique nucléaire française est la meilleure et la plus sûre, et c'est peut-être vrai. Mais nous a-t-on tout dit sur les petits incidents qui ont eu lieu dans « nos » centrales (1) ? Il apparaît bien curieux qu'un peu partout il y ait eu des problèmes, sauf en France... Mais en serait-il bien ainsi que nous ne pouvons plus ignorer après Tchernobyl que le risque existe et que l'absence d'accident en France jusqu'à maintenant ne nous donne aucune certitude pour l'avenir.

(Suite page 11)

TCHERNOBILLET

S'il faut en croire toutes les tchernobillevées dont on nous a abreuvés, nous n'aurions pas de tchernobille à nous faire et le tchernobillan de la catastrophe serait globalement positif.

Nous avons bien du mal pourtant à être rassurés par cette tchernobilisation générale de toutes les tchernotabilités du plus grand Gorba-chef au plus petit Gorba sous-chef. Et les diverses rencontres tchernobilatérales n'améliorent guère l'inter-compréhension malgré la présence de nombreux tchernobilingues.

Les Européens s'agitent et il n'y a pas que les Anglais à trouver ça « tcher ».

Dernière minute : On vient d'apprendre que l'académie suédoise vient de créer un nouveau prix : le prix Tchernobel, du Rayonnement International. Mais, prudente, l'académie attend la fin de l'année pour désigner le pays lauréat.

Steven Laorans

Margaret et la sécurité nucléaire : Thatcher : no bile !

A gauche, les seuls opposants se trouvent aujourd'hui dans les rangs de l'U.D.B. alors que la C.F.D.T. maintient son opposition au Carnet, aussi bien pour des raisons économiques que de sécurité

O.F. 17.5.85

« Au Gai Tic-Tac »

31 av. de la Gare — **QUIMPER**
Tél. 98.90.31.24

12 r. Pasteur — **ROSPORDEN**
Tél. 98.59.21.42

1 r. des Forges — **PONTIVY**
Tél. 97.25.10.28

Les meilleures marques d'horlogerie Quartz
Toute l'orfèvrerie
Nos articles en Or à des prix très compétitifs
ATELIERS DE REPARATIONS

Fête des mers

Guellec, ce nom breton désigne celui qui a quelque chose dans le pantalon, comme disent les « beaufs » (selon Cabu). Les marins de commerce et les enseignants des écoles maritimes qui assistent à la dégringolade de la marine (qui a tant de conséquences pour les Bretons), constatent que notre sous-ministre de la Mer ne se tient pas à la hauteur de son nom. C'est vrai qu'avec Lengagne, on savait ce qu'on perdait, tous les jours.

Le pain sec, on vous dit !

CHICHE

PLOUEZEC, dernière minute

Bretagne : 3 — E.D.F. : 0

Le match qui oppose depuis plusieurs années les irréductibles Bretons à E.D.F. vient de se terminer par une nouvelle défaite de cette dernière. Le conseil municipal de Plouézec vient en effet, à l'issue d'un vote surprise (et dans une ambiance surchauffée...) de repousser le projet d'implantation d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune par 12 voix contre et 9 abstentions. Score provisoire : 3 à 0.

Mais boutée hors de Plogoff, repoussée à Saint-Jean-du-Doigt, humiliée à Plouézec, la fée E.D.F. ne s'avoue pas vaincue pour autant. Elle vient au contraire de réaffirmer sa volonté d'implanter une centrale électro-nucléaire en Bretagne. Mieux elle espère trouver trois ou quatre communes candidates pour une demande d'étude approfondie !... Gageons qu'elle n'y croit plus trop elle-même. Mais quoi qu'il en soit, il convient de demeurer vigilants et mobilisés. Et de participer massivement au rassemblement antinucléaire du 22 juin prochain, à Saint-Jean-du-Doigt. Afin de montrer à E.D.F. qu'elle a définitivement perdu la partie.

PS, EDF, UDF

« Folie des grandeurs, écrit « L'Unité », l'hebdo du PS, à propos du programme nucléaire français. Ça n'est pas très gentil pour Mitterrand, Mauroy et Fabius qui l'ont défini et redéfini ! « On avait fini par oublier que le nucléaire, comme beaucoup d'industries, peut être dangereux. Le drame de Tchernobyl aura servi de sonnette d'alarme, n'allant toutefois pas jusqu'à réveiller le gouvernement français, pourtant héritier direct d'une politique nucléaire démesurée » lit-on dans ce journal (9 mai). A ce compte-là, les élus PS devraient être avec nous, contre les projets de centrale du Carnet, de Plouézec, de St-Jean-du-Doigt. A moins qu'ils ne soient qu'élus EDF !

Désaccord ou mauvaise coordination ?

Alors que l'organe central du PS critique vertement le programme nucléaire actuel, C. Josselin évacue la question en constituant un groupe de travail au Conseil Général des Côtes-du-Nord. Quant à C. Saunier, comme la CCI, il s'estime « a priori favorable » à l'implantation à Plouézec « eu égard aux importantes possibilités financières et d'emploi qu'elle engendre ». En Loire-Atlantique, après son refus de la centrale du Pellerin, le PS se rallie au site du Carnet : « Nous sommes toujours favorables au projet du Carnet, à condition, bien sûr, qu'il réponde aux besoins énergétiques du pays... » déclare Alain Chenard, l'ancien maire de Nantes.

Pour renforcer la Bretagne qui se bat... Rejoignez l'U.D.B. !

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'UDB.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à U.D.B. - B.P. 215 - 44007 NANTES Cedex



1



2

La mobilisation anti nucléaire reprend du service en Bretagne !

Nous l'écrivions dans le dernier numéro du « Peuple Breton », le nucléaire mobilise à Plouézec. Pourtant, peu de Bretons savent qu'il se passe beaucoup de choses dans cette petite commune du Goëlo. Cette ignorance, ils la doivent aux médias qui recouvrent ce foisonnement d'une chape de silence plus épaisse que l'enceinte de confinement d'une centrale nucléaire.

Ne parlons pas de FR3 qui se conduit d'une façon lamentable et se transforme pour l'occasion en paillason d'EDF et du lobby pro-nucléaire. Mais même les quotidiens régionaux veillent à ce que l'information ne dépasse pas ou peu d'un cadre strictement local. Au mieux, seuls les lecteurs des Côtes-du-Nord peuvent espérer être un tant soit peu tenus au courant de ce qui se passe à Plouézec.

En l'occurrence, seule « La Presse d'Armor », hebdomadaire local, réalise à cet égard un travail d'information honnête, mais son secteur de diffusion ne s'étend que sur une quinzaine de kilomètres autour de Paimpol. C'est pourquoi « Le Peuple Breton » se fera l'écho, au fil des mois, de la lutte antinucléaire, à Plouézec et en Bretagne.

Et heureusement, les militants des Comités locaux d'information et de mobilisation antinucléaires (CLIMA) parviennent, de temps à autre, à soulever le couvercle médiatique.

En rassemblant, par exemple, près de 3.000 manifestants sur la place de Plouézec, pour exiger du maire et de son conseil municipal qu'ils débattent enfin publiquement du projet d'implantation d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune, ce qu'ils n'ont toujours pas fait depuis maintenant près de trois mois que la menace est dans l'air. La manifestation, bon enfant, composée en grande partie de Plouézécains, avait un petit air du Plogoff des grands jours et l'émotion était intense quand le glas a retenti pendant la minute de silence observée à la mémoire des victimes de Tchernobyl.

6

Le week-end suivant (18 mai), CLIMA remplissait à nouveau la salle des fêtes de Plouézec, avec Jean Kergrist, le clown atomique. Sept à huit cents personnes applaudissaient à tout rompre son spec-

Du déjà vu... en 1980 (1), un site magnifique (2). Beaucoup de monde le 11 mai (3). Des convictions claires (4), bien affirmées (5, 6, 7, 8). Reportage Pierre Morvan.



3

tacle bien connu « La centrale baladeuse » quelque peu remis au goût du jour de Plouézec et Tchernobyl.

Tchernobyl qui, justement, laisse ici des traces profondes dans les esprits. A tel point que le maire a décidé de bloquer le « processus d'information » tant qu'il n'aura pas reçu des instances gouvernementales, régionales et départementales, des assurances « fiables » dans le domaine de la sécurité. Déclaration sincère d'un élu véritablement « troublé, bouleversé » par un accident sans précédent, ou manœuvre visant à gagner du temps et désamorcer la contestation antinucléaire ? Nul ne le sait à Plouézec, mais s'il ne s'agit que d'une « ruse de guerre », elle risque fort de se retourner contre son auteur. Car les antinucléaires du Goëlo ne sont pas près de baisser les bras et envisagent déjà diverses actions pour faire suite à la grande manifestation du 10 mai. Et le renfort qu'ils viennent de recevoir de la section locale de la FDSEA, de même que la multiplication

des CLIMA à Guingamp, Lannion, St-Brieuc, Rennes et ailleurs en Bretagne, et le lancement, à St-Jean-du-Doigt, le 17 mai, d'une coordination bretonne antinucléaire ne peuvent que les encourager dans cette voie.

A St-Jean-du-Doigt (29), où l'on joue également une partie difficile contre le nucléaire, les élections municipales partielles qui auront lieu début juin, pour pourvoir au remplacement des élus pronucléaires démissionnaires, tourneront autour du projet de centrale électronucléaire. Du résultat de ces élections dépendra la suite du combat antinucléaire dans le Nord-Finistère.

C'est pourquoi, pour sa première action, la Coordination antinucléaire bretonne a symboliquement choisi d'organiser un grand rassemblement antinucléaire régional, le 22 juin prochain, à St-Jean-du-Doigt. Décidément, la mobilisation antinucléaire reprend du service en Bretagne !

P.M.

4



5



6



7



8



L'enseignement professionnel maritime breton dans la tourmente

Les lecteurs du « Peuple Breton » savent qu'une crise d'une gravité sans précédent secoue la Marine Marchande. Notre journal s'en est fait l'écho à plusieurs reprises, mettant en évidence les responsabilités, avançant des propositions.

L'UDB l'a toujours dit, la France n'a jamais eu la tripe maritime, l'Etat français n'a jamais eu de politique de la Mer : les gouvernements qui se sont succédé à sa tête, depuis des décennies, n'ont fait que reprendre à leur compte la logique des armateurs, acceptant bon gré, mal gré, le passage de la flotte de commerce sous pavillon de complaisance. Résultat : le nombre d'inscrits maritimes a commencé à chuter d'un bon quart en quelques années. Evidemment, c'est encore la Bretagne qui se trouve en première ligne puisque depuis des lustres, c'est elle qui fournit l'essentiel des équipages et un grand nombre d'officiers.

Fatalement, cette crise ne pouvait manquer d'avoir des retombées sur la formation professionnelle maritime.

Il faut savoir que les ENMM (Ecoles Nationales de la Marine Marchande) sont au nombre de cinq : Le Havre, Marseille et trois en Bretagne : Paimpol, Nantes et St-Malo. Depuis des mois, les rumeurs les plus alarmantes circulaient sur l'existence de ces écoles. Dans son rapport sur « la situation et les perspectives de la Marine Marchande » établi avant le 16 mars pour Guy Lengagne et Laurent Fabius, Bernard Lathière allait même jusqu'à envisager la fermeture de quatre écoles sur cinq !

Sans aller tout à fait jusque-là, Ambroise Guellec, le nouveau secrétaire d'Etat à la Mer, a décidé de « trancher dans le vif », comme il le dit lui-même avec beaucoup de tact... Et en bon notable breton qu'il est, il annonce, coup sur coup, « une pause dans le recrutement » à l'école de St-Malo, la fermeture de l'ENMM de Paimpol et la suppression de la filière C1NM (Capitaine de 1^{re} classe de la navigation maritime) à l'ENMM de Nantes. En bref, c'est toute la formation professionnelle maritime bretonne de haut niveau qui se trouve menacée... En quelque sorte un remake, en scope et en couleur de la « Trahison des Notables », si souvent dénoncée par l'UDB.

La mobilisation a commencé. Des manifestations ont déjà rassemblé 500 personnes à St-Malo, 700 personnes à Paimpol, où un comité de défense a été créé et où une pétition, lancée à l'initiative de la section locale de l'UDB a recueilli quelque 3.000 signatures (voir ci-contre). Toujours à Paimpol, une grande manifestation régionale est prévue — à l'heure où nous écrivons — pour le vendredi 23 mai, mais les chances pour la capitale du Goëlo de sauver son ENMM sont bien minces. Le secrétaire d'Etat semble camper sur ses positions et le seul espoir réside dans un arbitrage du Premier



Ministre, à qui des milliers de cartes postales de protestations ont été adressées.

Officiellement, l'ENMM de Paimpol ferme parce qu'elle n'est plus adaptée techniquement aux nouveaux brevets « polyvalents ». Prétexte fallacieux, vigoureusement réfuté par le personnel enseignant qui précise que l'école est au contraire bien équipée pour les nouvelles formations qui doivent être dispensées à la rentrée prochaine. En fait, le choix de Paimpol, qui possède le double handicap d'avoir à sa tête une municipalité d'union de la gauche (PC-PS-UDB) et d'être située, circonstance aggravante, dans un département, le seul de Bretagne, à majorité de gauche, est un choix éminemment politique. Les mesures qui frappent également l'EMA (Ecole de formation maritime et aquacole) du Trieux, la seule des Côtes-du-Nord, confirme cette version des faits. Le plan d'armement proposé pour la rentrée 86 pour les Ecoles de formation maritime et aquacole prévoit une chute des effectifs des deux tiers pour celle de Paimpol.

Aucune autre raison ne peut justifier la fermeture de l'ENMM de Paimpol, deuxième quartier maritime de l'hexagone (2.400 inscrits au commerce sur 18.000), premier quartier maritime de Bretagne. « Paimpol sans son Hydro et sans la Marine Marchande, c'est comme la Lorraine sans sa sidérurgie : une zone sinistrée », a écrit un journaliste d'un hebdomadaire local. Cela saute aux yeux que la fermeture d'une école qui représente 50 emplois, 200 élèves, environ 1,3 milliards de centimes réinjectés chaque année dans l'économie locale, sera une catastrophe pour une petite ville comme Paimpol, où le chômage ne cesse déjà d'augmenter en raison de la crise de la Marine Marchande.

Paimpol est sans doute condamnée, mais il ne faut pas se faire d'illusions : St-Malo ne doit pas se sursis qu'au bras protecteur de Méhaignerie, inquiet des retombées électorales qu'aurait entraînées la fermeture pure et simple de l'école, et Nantes voit le niveau de son enseignement baisser.

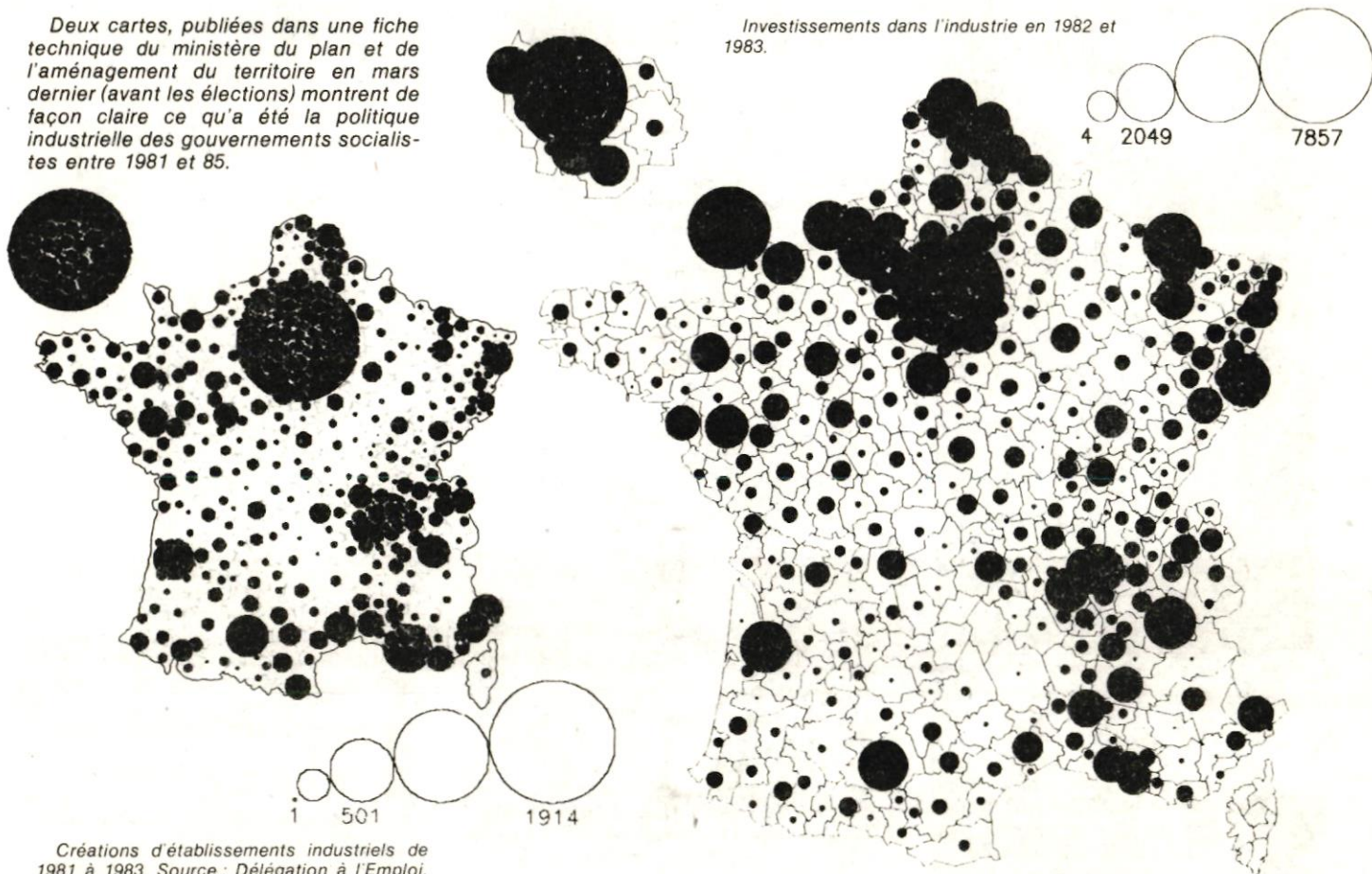
Au travers des graves menaces qui pèsent sur l'ensemble de sa formation maritime de haut niveau, c'est la vocation maritime de la Bretagne qui, en dépit des promesses, est remise en cause par le gouvernement Chirac. Les Bretons devront s'en souvenir.

Pierre MORVAN

Où sont allés les investissements et les

Deux cartes, publiées dans une fiche technique du ministère du plan et de l'aménagement du territoire en mars dernier (avant les élections) montrent de façon claire ce qu'a été la politique industrielle des gouvernements socialistes entre 1981 et 85.

Investissements dans l'industrie en 1982 et 1983.



Créations d'établissements industriels de 1981 à 1983. Source : Délégation à l'Emploi. En nombres absolus de créations par zone d'emploi (c) RECLUS.

CARTE 1

Une première carte représente la création d'emplois industriels de 1981 à 1983. Le plus gros revient à la région parisienne qui dispose déjà du plus fort taux d'emplois tertiaires. Ceci explique la régression très rapide du chômage dans cette zone qui a retrouvé, en 1985, sa 1^{ère} place pour le plus faible taux de chômage.

Le second secteur bénéficiaire est la région lyonnaise et, d'une façon plus générale, la région Rhône-Alpes et la Franche-Comté. Le 3^e secteur est la côte méditerranéenne de Montpellier à Nice. Assez loin derrière, on trouve le Nord et la Lorraine, régions industrielles en difficulté. Les pôles bordelais, toulousain et strasbourgeois ont bénéficié également de créations importantes. Le reste de l'Hexagone, à l'ouest de l'axe Seine et Rhône et du « grand delta » méditerranéen, se partage la pénurie ; il n'y a eu aucun rééquilibrage. C'est la fin de « la priorité à l'Ouest » qui devait permettre à celui-ci de compenser les pertes d'emplois agricoles. En Bretagne, Rennes et Nantes accaparent l'essentiel, ce qui veut dire que les déséquilibres internes s'accroissent.

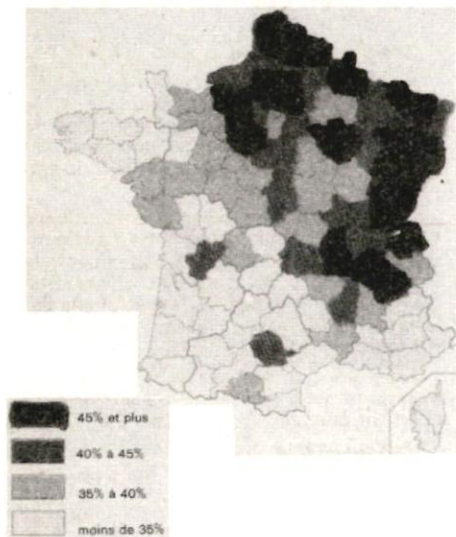
CARTE 2

La seconde carte représente les investissements dans l'industrie en 1982 et 83, au cœur de l'expérience socialiste. Elle recoupe bien la première : la région parisienne, le Nord et la Lorraine constituant, par ordre décroissant, les 3 principales concentrations d'investissements. Dans ce domaine, la région parisienne englobe la Basse-Seine (Rouen, Le Havre). L'axe Rhin-Rhône constitue aussi une concentration importante d'investissements. A l'ouest de la diagonale Caen, Paris, Montpellier, Bordeaux et Toulouse bénéficient, avec Caen, d'un effort honorable. Un cercle démesuré sur la Manche reflète les investissements massifs dans le centre de retraitement de déchets radioactifs de La Hague ! La grande « couronne » bénéficiant des retombées des investissements sur la région parisienne comprend en particulier l'Ouest non breton. Hormis Saint-Nazaire, Nantes et Rennes, les 5 départements bretons sont réduits à la portion congrue : Brest et Lorient ne bénéficient pas d'investissements proportionnels aux difficultés économiques et sociales qui s'y développent. Mis à part le Nord et la Lorraine (aide au textile et à la sidérurgie), la carte des investissements reflète la carte de l'emploi : plus la région est

industrialisée et active et moins le chômage y est développé, plus elle bénéficie d'investissements industriels. En ce sens, on peut dire que l'aménagement du territoire, qui vise à une répartition équilibrée des activités, n'existe plus.

Le commentaire de la publication officielle confirme l'analyse : « (...) on observe d'une part que l'agglomération parisienne ne cesse de se renforcer et que les régions industrielles en reconversion ont encore de l'avenir. Les investissements ont été forts en Basse-Seine, dans le Nord, en Lorraine et en Alsace. L'arc des villes attractives qui va de Rennes et Nantes à Nice par Bordeaux, Toulouse, Montpellier et le Bas-Rhône, est conforté pour sa part. Cet arc et ces foyers anciens (...) sont probablement le meilleur de la France industrielle et de la fin du siècle ». Les investissements ont donc accentué les déséquilibres antérieurs. La Bretagne intérieure a eu aussi peu d'investissements que les secteurs les plus désertifiés du sud du Massif Central (qu'il faudrait plutôt appeler le massif occitan). Seule la Corse se trouve encore plus défavorisée. D'où le conseil donné par l'un des responsables de l'INSEE à ceux qui cherchent du travail : aller à l'est de la diagonale Caen-Montpellier. En Bretagne, Nantes et Rennes cachent mal le chô-

emplois industriels entre 1981 et 1983 ?



Carte des régions les plus industrielles : les emplois nouveaux y vont.

mage breton, comme en témoignent les taux supérieurs à la moyenne hexagonale dans tous les départements bretons.

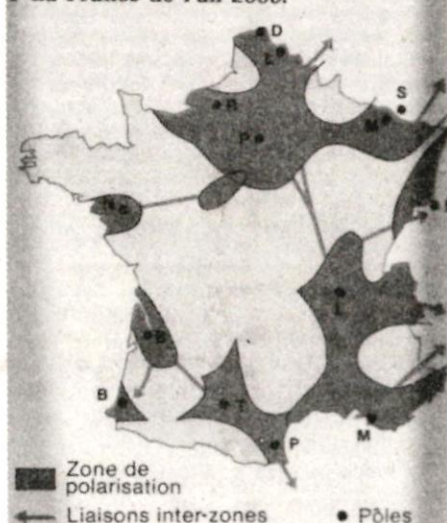
Puisque la politique de l'Etat et des groupes industriels n'a pas visé à réduire les déséquilibres, on peut penser qu'il a été fait appel au Fonds européen de développement régional, dont le but est de diminuer les inégalités entre régions d'Europe. La lettre de la Datar n° 95 (mars 1986) donne la liste des régions ayant bénéficié d'une aide totale de 800 millions de francs. 10 régions ont bénéficié d'aides au titre de la « complémentarité » : Basse-Normandie et Rhone-Alpes y figurent, mais pas la Bretagne ! Même chose pour les 6 opérations intégrées de développement : Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Auvergne, Ariège, Limousin, Tarn mais rien en Bretagne non plus. La politique de l'Etat et l'absence de représentation bretonne à Bruxelles fait que l'Europe ne peut compenser les carences volontaires de l'Etat et des groupes vis-à-vis des régions peu industrialisées, et singulièrement de la Bretagne. Nous expliquerons, dans une 2^e partie, ce que devient l'aide européenne.

Où vont les aides européennes ?

Il n'est pas possible de chiffrer réellement les aides de l'Europe à la Bretagne pour la période 81-85. Le FEDER ne date que de 1975 et il intervient après coup dans les programmes déjà établis par les Etats membres. Jusqu'à 1984, chaque Etat se voit réserver un pourcentage constant (F : 15 %) des aides. La Bretagne a bénéficié d'une part non négligeable des quotas français (1^{ère} région pour B4) soit 16 % des quotas. L'essentiel des aides va aux investissements en infrastructure, à condition d'être déjà pris en charge, au moins partiellement, par l'Etat

ou d'autres pouvoirs publics. L'Etat joue en fait le rôle de filtre entre les projets bretons et les aides reçues de l'Europe. Le FEDER se contente le plus souvent de rembourser 10 à 30 % des sommes déjà engagées dans les travaux. Depuis 1975, le FEDER a financé une partie du plan routier breton, du plan ferroviaire d'électrification, de l'installation de centraux téléphoniques et de la desserte de lignes rurales et du désenclavement portuaire. L'impact réel est limité : il n'y a pas eu de transparence réelle des interventions au sein de l'Etat français, « procédure budgétaire ambiguë, information volontairement restreinte, centralisme exacerbé », note J.M. Quéméré (in « Bretagne 2000 »).

1 La France de l'an 2000.



La « France de l'an 2000 » vue par les géographes. Les investissements actuels renforcent la « zone de polarisation » au détriment du reste (géographie A. Colin, Collection Baleste). C'est bien le déménagement vers l'Est.

Jusqu'en 1982, les contributions du FEDER sous quota n'apparaissent que dans une rubrique générale, sans affectation géographique. Depuis 1984, passant outre le DATAR, le bureau d'information des communautés européennes donne la liste détaillée des opérations subventionnées. Jusque-là, le secret entretenu par l'Etat français constituait une présomption de non-complémentarité : versant 20 % du FEDER et n'en recevant que 16 %, l'Etat semble avoir considéré le fonds comme une simple caisse de compensation, venant en déduction des dotations normales prévues par l'Etat français. Ainsi, le plan routier breton, bien qu'aidé depuis 1975 par le FEDER, a vu les crédits globaux affectés diminuer de 20 % environ entre le VI^e et le VII^e plan, ce qui fait qu'il n'a pas été achevé en 1980 et qu'il ne l'est toujours pas. Le FEDER n'est plus qu'une aide à l'Etat et

son efficacité est faible puisque tout se passe comme si l'Etat diminue son concours de la somme attendue du fonds européen.

Réformé en 1985, le FEDER peut financer des programmes négociés par contrat, ce qui reconnaît enfin un pouvoir d'initiative à la commission européenne. La route ou le TGV des estuaires, de la péninsule ibérique au Benelux par Bordeaux, Nantes et Rennes, serait réalisable dans le cadre du nouveau règlement, de même que la revitalisation de la Bretagne centrale (opération intégrée de développement). Cela ne peut se préparer par des contacts directs Bretagne-Europe, par l'intermédiaire du « pouvoir régional ». Ce qui est déjà fait pour d'autres « régions ». La Bretagne, si dépendante des décisions de Bruxelles (agriculture, pêche) se doit d'y être officiellement représentée. Sinon, on en arrive à la situation de 1985 : pas d'aide européenne pour la Bretagne.

J.J.M.

le peuple breton

Mensuel - Edité par les Presses Populaires de Bretagne - 43 rue de Kerampont - 22300 Lannion (association déclarée suivant la loi de 1901).

Président : R. Pédron, secrétaire : M. François ; trésorier : J. Guégan. Composition et impression : IMPRAM - 22300 LANNION

REDACTION

Administration, abonnements : BP 301 - 22304 Lannion Cedex.

Publicité : au journal.

Directeur de la publication : J.J. Monnier.

C.P.A.P. : 66.132. Dépôt légal : 2^e trimestre 1986.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 5F en timbres pour frais. Merci d'avance.

**POBL
VREIZH**

LE PROBLEME BRETON

Agriculture : ça chauffe !

• Les FDSEA du Morbihan et de Loire-Atlantique, l'UDSEA du Finistère, la FDSP de Mayenne jugent l'accord Guillaume 86 comme illusionniste car il privilégie le court terme (nécessité de remercier les électeurs paysans) et sacrifie le moyen terme. Elles appellent à la lutte syndicale pour éviter une faillite de l'élevage de l'Ouest.

De plus François Guillaume vient de tirer un trait sur le pluralisme syndical en ne reconnaissant la FNSEA et le CNJA comme les 2 seules organisations syndicales « représentatives » de l'agriculture.

L'agriculture bretonne a le couteau sous la gorge, on estime à cent milliards l'endettement actuel.

On récupère au PC !

• A Carhaix, Jean-Pierre Jeudy, le maire communiste, mène la rénovation et ce contre les instances départementales du PCF. Michel Mazéas, maire de Douarnenez, et de nombreux autres suivent également.

La mue de printemps

• « La société française change, le parti socialiste aussi », clament les responsables du PS dans les Côtes-du-Nord à l'occasion de leur lessive de printemps.

Ils ont mis 5 ans pour s'en apercevoir ! Dès 81 nous nous l'avions remarqué comme la plupart des militants de gauche sincères.

La nomination de Stirn, délégué national du Parti socialiste français, confirme le recul idéologique.

Brèves de mai

- **Un agriculteur interné par le maire** : Le pays de Vitré, est-ce la Sibérie bretonne ? Peut-être des créations d'emplois. Depuis que Méhaignerie est passé ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, ça déménage.

- **Navigabilité fluviale en Bretagne** : En juin 85, une association a été créée entre les 4 départements bretons de la région administrative et la Loire-Atlantique. Objectif : coordonner la promotion et l'exploitation touristique. Un pas et un argument de plus pour la réunification de la Bretagne.

- **Bolloré, notre industriel quimpérois**, fait encore parler de lui. Après son entrée en bourse, il vient de racheter la majorité du capital de la SCAC (négoce et transport Puteaux) et aussi d'entrer dans l'équipe à Madelin au ministère de l'Agriculture.

- **Quand le bâtiment ne va pas** : La situation du bâtiment déjà catastrophique en Bretagne ne s'améliore pas.

En Bretagne les procédures de saisies immobilières sont en augmentation constante (en 10 ans elles ont plus que doublé).

En période d'inflation galopante (c'est-à-dire quand l'argent perdait 10 à 15 %

de sa valeur chaque année) l'augmentation des taux de remboursement comportait peu de risques pour les acquéreurs.

Depuis quelque temps, le processus s'est inversé et comme les bas salaires n'augmentent pas, les difficultés ne font que commencer pour les ménages qui ont calculé juste...

• Un nouveau préfet bretonnant pour les Côtes-du-Nord. Ses commentaires (OF du 21 mai) concernant les questions de l'uranium et le projet de centrale nucléaire sont peu rassurants.

Encore une fois être breton (et bretonnant) n'est pas un gage de bonne conduite ! (si certains en étaient encore persuadés).

• Les primes d'aménagement du territoire sont accordées sur des fonds d'Etat affectés par la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire) aux entreprises créant des emplois dans les régions. La répartition est faite par le conseil régional, en 85, 47,7 millions de francs ont pu être accordés, pour 86 les primes ne seront que de 26,8 MF : Drôle de conception de l'aménagement du territoire et des rééquilibres économiques.

Ile aux Moines : 1 à 0 à la mi-temps

A l'UDB (c'est vrai ailleurs aussi !), on a trop tendance à ne parler des conflits, ou des problèmes, que lors de leur « phase aiguë » et n'en plus reparler après, même lorsqu'une issue positive est intervenue !...

Raison de plus pour souligner la première manche gagnée par l'association opposée à la construction d'un centre de revitalisation et complexe hôtelier sur l'île aux Moines (cf. P.B. de sept., nov. et déc., 85).

Le tribunal administratif de Rennes a ordonné de surseoir à l'exécution des deux permis de construire, dans l'attente de la décision finale que doit rendre le Conseil d'Etat.

Espérons une deuxième manche aussi favorable...

Toujours constructive dans sa démarche, l'association de défense de l'île aux Moines se déclare intéressée par le projet d'un hôtel de gériatrie d'une cinquantaine de chambres, à proximité du bourg.

A suivre...

J.L. LE CLEAC'H



Plouézec :

du naissain au cours du pétrole, on nous écrit :

Chers compatriotes,

Vous trouverez ci-joint, à fins de publication, le texte de la lettre ouverte que j'ai adressée à la Chambre de Commerce de Saint-Brieuc, qui s'est laissé embobiner par EDF pour nous imposer une centrale nucléaire à Plouézec.

Bien évidemment, ce serait la fin du banc de coquilles St-Jacques de la baie de Saint-Brieuc ; l'eau chaude que rejette la centrale est additionnée de tonnes de chlore, afin d'éviter l'encrassement de la machinerie par le plancton marin. Le naissain de coquilles n'y résistera jamais.

Espérons que les pêcheurs de la baie défendront leur gagne-pain aussi énergiquement que ceux de Plogoff.

Meilleurs sentiments bretons.

M. KERHUEL

Objet : Projet de centrale nucléaire à Plouézec.

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce de Saint-Brieuc,

La Chambre de Commerce n'a voulu considérer que les affirmations du lobby nucléaire d'EDF...

1) La conséquence la plus probable de l'installation d'une centrale nucléaire dans la baie de St-Brieuc serait la disparition du banc de coquilles St-Jacques. Même s'il n'y a pas d'accident, les courants de marée montante ramèneront l'eau chaude vers l'intérieur de la baie. Même si la coquille adulte supporte le réchauffement de l'eau (ce qui n'est pas certain), elle ne pourra plus se reproduire. Le naissain, qui n'est aucunement protégé, ne supportera pas le déversement massif d'eau très chaude : il sera cuit ! Le site de Plouézec est donc particulièrement mal choisi.

2) Une centrale n'est pas une bombe ? Théoriquement, non. En fait, le réacteur peut exploser par excès de chaleur, s'il se produit une panne dans la circulation de l'eau de refroidissement. Il ne s'en est fallu que de quelques minutes que l'accident de Three Mile Island ne s'achève ainsi : l'échauffement avait détruit le circuit de sécurité permettant d'arrêter le fonctionnement.

3) La Chambre de Commerce semble ignorer les données économiques et financières.

Les centrales nucléaires, c'est fini. Il est évident qu'elles sont désespérément non-rentables.

La Cour des Comptes avait déjà démontré ces dernières années que les calculs d'EDF pour prétendre que l'électricité nucléaire serait la moins chère, sont complètement truqués : en éliminant du calcul la majeure partie des frais. A cette époque, le cours du pétrole était au plus haut. Même à ce cours, l'électricité thermique au fuel était plus économique que le nucléaire. La Cour des Comptes est une autorité, non seulement officielle, mais très estimée, dont vous ferez bien de prendre l'attache.

Une Chambre de Commerce devrait se tenir au courant de la conjoncture et, en particulier, des cours des matières premières. Vous semblez ignorer l'effondrement de ceux du pétrole. Ces cours très bas ne pourront se relever sérieusement. L'offre dépasse de beaucoup la demande et continuera longtemps à la dépasser. La prospection a

DE BREST A NANTES ...

découvert des réserves pour deux siècles. Elle est située en majeure partie dans les pays du tiers-monde, qui ont absolument besoin de la vendre. L'OPEP ne parvient plus à obtenir de décision de limiter la production. Les producteurs sont trop nombreux et trop divers pour pouvoir être cartellisés. Même ses anciens adhérents n'acceptent plus de se sacrifier pour limiter l'offre, ce qui aboutit uniquement à laisser leur part de marché aux autres. Voir documents ci-joints.

Dans ces conditions, il est absurde de s'obstiner à vouloir construire des centrales nucléaires. Les Etats-Unis les abandonnent : les sociétés qui en ont construit sont au bord de la faillite...

A l'intérieur même d'EDF, les services financiers (qui considèrent l'endettement démentiel de la société) sont en lutte contre le lobby qui voudrait continuer, parce que ses tenants y trouvent de gros avantages personnels.

Les financiers ont toujours le dernier mot : ils tiennent les clefs. Vous devez le savoir.

Si donc vous voulez qu'on construise une centrale électrique en Bretagne pour donner du travail aux entreprises, la seule position qui ait une chance d'aboutir est de demander une centrale thermique classique, au fuel, ou au gaz naturel, dont les réserves sont énormes et dont les prix, indexés sur ceux du pétrole, sont également très bas. (...)

QUELLE DEVALUATION :

Errata

Une coquille s'est glissée dans l'article d'Evelyne Le Grevellec sur l'effet de la dévaluation du franc (mai, p. 4). Il fallait lire, au bas de la 2^e colonne : « Lorsque les Français pourront supprimer leurs MCM négatifs, les prix agricoles, en francs français, augmenteront d'un montant équivalent. Jusqu'à preuve du contraire, la monnaie hexagonale est le franc et non le port, comme c'est le cas, paraît-il en Papouasie ».

Une école d'ingénieurs à Lannion

Le 6 octobre prochain ouvrira l'Ecole nationale supérieure de sciences appliquées et de technologie (ENSSAT, BP 150, 22302 Lannion), rattachée à l'Université de Rennes. Elle recrutera des diplômés de BTS et de DUT et les mènera en 3 ans au titre d'ingénieur de production en informatique industrielle, logiciels et optronique. L'anglais sera aussi sanctionné par un diplôme passé à l'extérieur de l'école. Les professionnels participeront aussi à l'enseignement. Le projet a été élaboré avant la crise de la téléphonie.

porcelaines - faïences - grès
verres et cristaux - coutellerie - acier inox

Fanch GRIFFON

4, rue duquay-trouin -
29100 Douarnenez - tél. 92.18.17

cadeaux - souvenirs - listes de mariage

Une bière bretonne

La Coreff, brassée à Morlaix, au goût de certaines bières galloises, commence à être mise en bouteilles. Objectif artisanal pour la première cuvée : 1.000 bouteilles 3/4. Jusqu'ici, elle était tirée au fût, ce qui évitait l'emploi de gaz carbonique.

PLOUEZEC :

Ça continue

La section locale de l'UDB organise une projection du film « Plogoff, des pierres contre des fusils », de Nicole Le Garrec, le mardi 24 juin à 20 h 30, à la salle des fêtes de Plouezec.

Les sportifs avec nous !

L'association « La Nantes à Brest », présidée par M. Landrain, maire d'Ancenis, organise une course de kayaks entre Brest et Nantes, du 5 au 28 juin. Cette course aura pour but de financer des émissions en breton et aussi de promouvoir le tourisme en Bretagne intérieure.

Pendant la même période, un tour de Bretagne cycliste partira de Rennes le 4 juin, sera à Nantes le 6, à Saint-Nazaire le 7, à La Baule le 8, pour arriver à Rennes le 24.

Tchernobyl (suite de la p. 4)

Troisième chose mise en évidence par l'accident de Tchernobyl : l'ampleur des dégâts qui peuvent être causés par le nucléaire. Certes il y avait eu des incidents au Japon, en Grande-Bretagne, et surtout à Three Miles Island, aux Etats-Unis, mais ils n'avaient pas suffi à nous faire mesurer pleinement ce que pourrait être une catastrophe nucléaire. Il est vrai que ces accidents ne nous avaient pas touchés directement et que même après le plus grave, celui de Three Miles Island, s'il y avait eu 140.000 personnes déplacées, aucune n'avait été irradiée.

Maintenant nous savons ce que peut être une catastrophe nucléaire : de nombreux morts, toute une région irradiée, l'Europe presque tout entière soumise aux caprices d'un nuage radioactif. Encore faut-il préciser que Tchernobyl ne nous en donne qu'une image bien adoucie : n'a-t-on pas dit en effet que l'accident aurait pu être beaucoup plus grave si la centrale avait fonctionné à pleine puissance ? Ce qui a d'ailleurs été confirmé par l'un des conseillers du Kremlin en matière d'énergie nucléaire, qui a déclaré que « jusqu'à (dimanche 11 mai) il existait réellement une possibilité théorique de catastrophe, une grande quantité de combustible et de graphite du réacteur étant en état d'incandescence ». On frémit en se demandant ce qu'il entend lui, par catastrophe, puisque ce qui s'est passé ne lui en paraît pas une.

Et la Bretagne ?

La Bretagne n'a pas la taille de l'URSS, ni même celle de l'Ukraine, qui est plus grande que la France. Faut-il évoquer ce que représenterait pour notre pays l'évacuation d'une zone de trente à cinquante kilomètres autour du Carnet, la navigation sur la Basse-Loire interdite, l'activité industrielle stoppée, les eaux contaminées de la Loire interdisant la pêche à des centaines de kilomètres en mer, etc... Si faible soit la probabilité d'un accident,

l'ampleur du risque couru nous autorise-t-elle à le prendre et la construction d'une centrale n'est-elle pas un peu comparable... à la célèbre roulette russe ?

Sur le plan international, les conséquences de Tchernobyl seront sans doute elles aussi considérables : le passage du nuage radioactif sur l'Europe a bien montré qu'en recourant à l'énergie nucléaire on ne prend pas seulement un risque pour soi-même, mais également pour les peuples voisins. Si, comme on peut le penser, les programmes nucléaires sont arrêtés en Allemagne et aux Pays-Bas, il est prévisible que de très fortes pressions s'exerceront sur la France pour qu'elle cesse de mettre en danger les pays voisins. Déjà la centrale en construction en Lorraine est fort contestée, notamment en Sarre. La Bretagne, éloignée des frontières ne risque-t-elle pas de « bénéficier » de ce fait d'une accélération de son programme d'équipement nucléaire ?

Dernier point enfin mis en évidence par Tchernobyl : l'impuissance totale de l'homme pour lutter contre le danger de radiations : les Soviétiques ont dû évacuer cent mille personnes dans une zone essentiellement rurale. Dans les autres pays, tout ce que l'on a pu faire c'est enregistrer le passage du nuage radioactif. Nulle part la radioactivité ne semble avoir atteint des seuils dangereux, mais si la catastrophe totale qui semble avoir été évitée de justesse avait eu lieu, si le nuage radioactif engendré avait été vraiment dangereux, qu'aurions-nous pu faire ? Rien à ce qu'il semble puisque rien n'est prévu pour assurer autant que faire se peut la sécurité des personnes en de pareilles circonstances.

Non, vraiment, après Tchernobyl, les choses ne sont plus les mêmes.

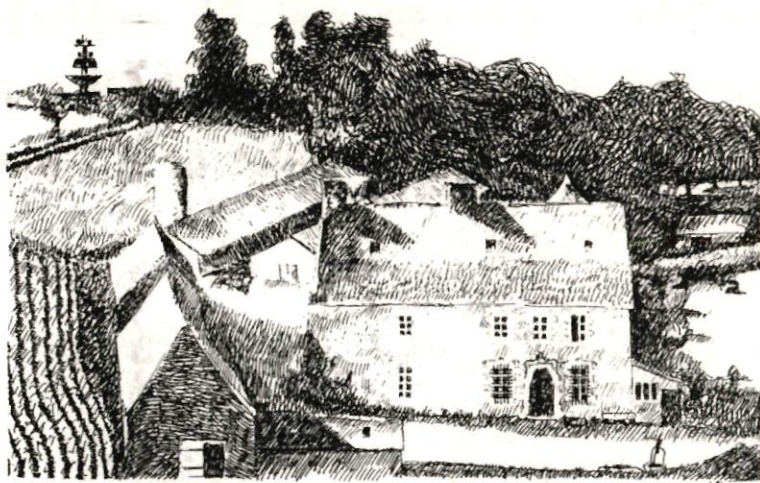
G. LE HEN

(1) Comme à Bugey, en 1984, et à La Hague, le 20 mai 1986 (5 ouvriers irradiés).

POBL VREIZH

Glizh-Arc'hant

Romant kazetenn diembann,
gant Fanch Treger



Daouzekvet rann : ar vleunienn gollet

Dorn ha dorn war hent Milin ar Genkiz, Jakez ar Sidaner hag e zousig koant Annaig ar Rouz a ziskenne etrezek ar « Min Ran », ar stêr vihan a red a-dreuz ar maeziou a-raok meskan he dourioù gant re ar stêr vras e kreiz kêr Lanleger. Tremen a rejont dindan ar pont hent-houarn ha neuze e weljont dirazo pont kozh ar Genkiz gant e volzioù mein-benerezh hag e aspled houarn merglet. Kemer a rejont goude ur wenodenn war an tu dehou en tu all d'ar pont a-us d'ur prad bras goloet gant bleunioù a bep seurt : bokedoù-hanv, bokedoù-laezh, bokedoù-amann, bokedoù ar werc'hez gant o steredennoù bihan gwenn, louzoù ar c'homm gant o fennoù damruz ha meur a hini all.

Brudet eo pradoù Milin ar Genkiz dreist-holl abalamour e kresk enno a-vil-vern bokedoù ar c'hoariz anvet roz-kamm e korn-bro Lanleger. Bep bloaz da vare Pask e vezont darempredet gant bugale, tud yaouank ha tud en oad deuet peurliesan eus kêr Lanleger da gutuilh kentan bleunioù bras ar bloaz nevez.

Alies e oa bet Annaig ar Rouz oc'h ober evelto. Er bloaz-man, koulskoude, daoust d'an Nevez-Amzer da vezan diwezhat n'he doa ket bet tro da zont d'hen ober. Ha breman e oa echu gant ar roz-kamm, evit ur bloavezh d'an nebeutan. N'eus forzh ! kaer tre e oa ar wenodenn e penn kentan miz Mae. Bleunioù a greske a bep tu dezhi, war ar c'hleuzioù hag e-barzh an toufleziou, ha bep an amzer e chome an daou amourouz a-sav da gutuilh bokedoù-hanv pe pavioù-bran. Glas-tener e oa c'hoazh delioù ar pupli hag an haleg tro-war-dro. En draonienn, bleun ar spenn du hag ar gwez babu dindan heol sklaer an Nevez Amzer a oa un dudi da welout. Lâret e vije bet un daolenn livet gant ul liver dispar. Aelidigoù-doue a zarnije hag a gammigelle a-us d'ar foenn berr ha tener.

Gourvez a reas an daou amourouz war leton ouesk ar wrimenn e gwasked ar c'hleuz, dindan ar spenn du en o bleun. Gwech an amzer e koezhe war ar geot anezhe evel ur barrad glav, deliennoù gwenn ar bleunioù spenn distaget gant an aezhenn. Sioul an traoù tro-war-



dro. Trouz ebet nemet, hiboud ar stêr e traon ar prad, richan an evned en haleg ha pell du-hont, met o fostaat goustadik, kan ar goukoug.

« koukou, koukou ».

En ur c'hoarzhin e c'houlennas Annaig gant Jakez :

« Arc'hant a zo ganit ? »

— O ! n'eus ket da, ar studierien n'int ket pinvidik, te oar.

— Domaj eo rak lâret e vez penaos an hini a vez arc'hant gantan en e c'hodell pa glev ar goukoug evit ar wech kentan a ra ur bloavezh mat.

— Ya, klevet 'meus bet ar gaoz-se dija. Met ne vo ket evit ar bloaz-man ».

Hag ar paotr yaouank da dostaat d'e zousig ha da boket dezhi adarre hep ehan. Gant un dorn e floure he fennad blev du-mouar tra ma ziglochede goustadik gant e zorn all dantelezh he sac'hig-bronnoù. Dispakan a reas neuze daou aval gwenn-tener gant bep a veg ruz-tenval. Ur pennadig goude e teuas e vuzelloù da danva ar frouezh kaer-man a galetae hag a c'hwezhe dre ma vezent sunet hag hilliget. Klask a reas ur wech pe ziv ar plac'h yaouank herzel anezhan da vont pelloc'h. Met ar paotr yaouank en doa klevet trouz an douar o sevel ennan, oc'h aloubin e wazhiennou entanet hag e kenderc'has da furchal. Herlinkat a rae breman morzhed Annaig gant e vizied akuit ha birvidik. Lemel a reas c'hoazh un-

tamm dantelezh hag en em gavas dirak un torkad beler du ha delt tro-zro d'ur vammenn vurzhodus. Eno e torras e sec'hed met non pas e c'hoant gant ur veradenn likor. Ober a reas tro an tenzorig-man, klouar ha c'hwek evel un neizh pluennek, hag a-greiz-holl e sankas e ibil sonn ha lorc'hus en donderioù gwerc'h. Souezhet da gentan ar plac'h yaouank na finvas ket diouzhtu. Koulskoude pa grogas Jakez da c'hoari dont ha mont ez eas d'e heul gant huanadoù hir hag hirvoudoù klemmvanus ken ma tarzhas en o c'hreiz un devadur plijus



meurbet a lakeas anezho d'en em vriata startoc'h da began an eil ouzh egile tra ma ginnige, d'e dro, ar paotr yaouank d'e zousig ur veskennad perlez gwenn-laezh.

Nepell dioute, e sioulder ar maeziou moredet, kludet war ur wezenn bupli, e oa ur pichon-koad o kroukousat d'e barez.

« 't eus ket a c'hour ? 't eus ket a c'hour ? ».

Ha du-hont pelloc'h, war zu Poull an Ankou, e veze klevet tren bihan Plouarmel o sevel ar c'havr, berr e alan gantan.

« A, n'on ket kap ! A, n'on ket kap ! ».

Gourvezet war o fallenn c'hlas dindan bolz wenn ar spenn, e sioulder maeziou kaer o Bro, Annaig ar Rouz ha Jakez ar Sidaner ne ouient ket c'hoazh o doa kollet o c'haeran bleunienn.

PREDEROURIEZH POLITIKEL...

Diwar-benn ar 16 a viz meurzh

Karget evit « Pobl Vreizh eus ar politikerezh, em eus kavet reizh, kre-gin studiaden (hag a zle difoupan war ar brederouriezh) gant termenan ar c'hemmou bras c'hoarvezet e Bro-C'hall hag e Breizh abaoe ar miz meurzh burzhudus m'eman an envor anezhan garanet don e spered an holl.

Ma studiaden, don ha talvoudus evel pep tra bet skrivet ha laret ganin betek-hen - ha c'hoazh, lennerien gaezh, n'hoc'h eus ide ebet eus ar menozioù lufr ha skedus a zispakin un deiz bennak pa vin war va leve pe war ar plouz goude bezan tremenet ur vuhez leun a frealz hag alaouenidigezh dindan « Yev skanv » an Education Nationale - ma studiaden eta a grogo gant un dielfennerezh eus ar chenchamantou a zo an aesan da verzout: ar chenchamantou er gerioù. Goude e vo gwelet hag en ez eus chenchamantou all, ret eo lezel un tamm « suspense » evit plijadur al lenner ne-keta !

N'eus forzh penaos, an holl a oar penaos, ma teu ar maout gant Breizh evit kement a sell al lonkan, ar priz kentan a ranker rein da Vro-C'hall evit kement a sell an dispac'hioù. Ha ma vez aozet an dispac'hioù el lec'hioù all evit difoeltran ha pennboullan pep tra ha, dre se, adstumman ar gevredigezh a-nevez, e Bro-C'hall, er c'hontrol, int graet evit mirout an traoù evel m'emaint. Da skouer, en 1786 edomp en un unpenniezh (pe monarchiezh) hag e 1986, da laret eo daou c'hant goude, emaoamp c'hoazh en un unpenniezh, nemet ez eo ledanoc'h he galloudou hag astennet ganti he c'hrabanoù war galz muioc'h a draoù.

Setu aze, evit ar re a vefe dedennet, un danvez-tezenn eus ar c'hentan. Bez ez eus e Breizh, evel ma ouzer, ur bern tud desket bras hag a blij dezho sevel tezennoù, saourusoc'h, ret hen anzav, an eil eget eben. Ober a rin meneg hepken eus div anezho hag a zo, d'am meno ur gwir boued-lipous evit ar speredou. Da gentan holl, tezenn an Aotrou Larocque diwar-benn kampou ar marv an nazied, tremenet gantan e Naoned gant ar meneg mat-tre, ma teskouez enni splann n'eo gasadegoù Auchwitz ha Büchenwald nemet faltaziadennoù diroll difluket eus klopenn ar Judevion. An eilvet tezenn a fellfe din pouezan warni eo hini Maryon Mac Donald a-zivout emzalc'h ar vrezhon - egerion e-kenver o yezh, m'am eus bet dija ar blijadur d'ober ur rentan kont anezhi evit lennerien hor c'helaouenn. N'eo ket hep abeg rentan kont anezhi evit lennerien hor c'helaouenn. N'o ket hep abeg e ran ul liamm etre an div studiaden-se, ken damantus an eil hag eben eus ar wirionezh ha ken nerzhus an arguzennerezh anezho. Gant un arliv memestra : tezenn Maryon Mac Donald a zo ken diaes kejan ganti ha den diwelus H.G. Wells.



(ar c'hanard)

Digarezit ac'hanon, lennerien kalonek hag o deus gallet heuilh bete-vreman va rambreadennoù bolitikel, met n'em eus tamm ebet ur stumm-spered karteziat, daoust din da vezan pleustret ar Skol-Veur gwechall. Evel ar Vretoned dre-vras, ez on ganet a ouenn fall ha techet kentoc'h da vezan digempoell. Un afer a gromosomou moarvat. Krog e oan, m'hoc'h eus sonj, da ginnig ma skoazell evit sevel un dezenn diwar-benn ster an dispac'hioù e Bro-C'hall. A-bouez bras, ne gav ket deoc'h, dreist-holl p'emaomp o tostaat ouzh gouelioù ramzel 1989 ma vo lidet gant ar Frans a-bezh darvoudou diazev ar Republik « unan ha disrannus ». Kinnig a ran eta d'an danvez tezennoù lakaat evel sichenn d'e labour al lezennman emaoñ o paouez govelian : aozet eo an dispac'hioù e Bro-C'hall evit mirout ar gevredigezh a emdrein. Ma chom ar Stad c'hall reut ha difinv evel ur valzamadenn egiptat en he c'hreizennerezh paradozel, n'eo ket daoust d'an dispac'hioù met abalamour dezho. Ne lavarin ket hiroc'h evit ar mare. Padal, ma sav e kalon unan bennak ac'hanoc'h ur c'hoant da rentan d'ar Republik ar c'hold a zo dleet dezhi, e promet an dezhan ma harp.

Met lezomp an dra-se a gostez. Poent eo din, goude ma ergezhadennoù stultennus war wagennoù ar Spered, distrein gant va lestr da bleg-ar-mor. Lakaet em boa em fenn, en derou, displegan deoc'h ar c'hemmou bras c'hoarvezet er vro abaoe nebeut.

Evel just, n'eo ket war seurt kudennoù a gement a blij din pleustrin a mui. Perak e vefen me tonket da gomz dalc'hmat eus politikerezh, pa vez ar re all o fringal war gein al lennegezh hag o tastum toud al lore ? Perak e vefen me, da skouer, bac'het er preder politikel, e-keit ha ma vez Fanch Treger em c'hichen o sevel penna-dou divarvel hag oc'h antreal war-eeun e liorzh Olimpos, hag en kurunennet en e vev ? Me ivez e vefe gouest da

aozan pennadoù eretek. An erotegezh, daoust d'ar pezh a sonj tud'zo, n'eo ket un afer a arbennigourion. Evel ma lavare Aristotelez gwechall, ur « mad-boutin » eo. Hag an Doue Eros - sur mat unan eus ar gwellan doueed bet ganet abaoe krouidigezh ar bed - a c'hellje astenn war bep hini ac'hanomp e eskell vadelezh ha sankan en hor c'hreiz birvidigezh hag awen. Posubl e vefe zoken goulenn digant ar Vrezhonegerien skrivan pep a bajennad eretek. Ar pezh a vefe un dra vat e meur a genver. Da gentan, kement-se a lakafe « Pobl Vreizh » da vezan muioc'h anavezet c'hoazh (un taol marke-ting ma fell deoc'h). D'an eil, ne vije diaester ebet ken evit leunian ar gelaouenn hag e vije tu d'ober raktresoù war hir dermen. D'an trede - ha kement-se a gavan ar pouezusan toud - dre an doare-se, e vefe echu gant brezel di-baouez an doare-skrivan a gontamm an darem-predou etre an holl varzhed hag arzoerien donezonet ha birvidik a zo o poanial, abaoe keit-zo, gant an hevelep Feiz evit an hevelep Pal. Dont a raje neuze ar fall-hunerien hag ar morvandonnerien da genlabourat gant an un-vanerien evit brasan mad ar Brezhoneg. Falzhunvreerien, fall-hunerien, hag ar re all, holl e vefent dorn-ouzh-dorn. Ha, piv oar, hor c'helaouenn a c'hellje dont da vezan, dindan atiz Kupido, teuzlestr un ene breizhat nevez pe c'hoazh govel ul lennegezh kornogel hollvrudet. Evidon-me, emaoñ e sell da embann, evit ar priz Per Trepos, ur romant eretek anvet « ar Pec'hed Santel », anezhan ur meskaillez eus oberennou Miller, Lawrence hag eus an istorioù klevet o redek ar presbitalioù. Ret eo boulc'han al labour, na petra'ta, rak en diavaez da danevellou Fransez Kervella ar gramadour anavezet mat, ar skridou eretek a ra diouer bras.

Hogen, n'eo ket eus an dra-se a fell din komz aman. Ar pezh a zo prometet a zo prometet. Laret em boa e komzfenn eus politikerezh. Hag e rin. Ur samm war va chouk, a dra sur. Met n'ou ket den da vankout d'e c'her.

F. KERRAIN

KEMENN

Eman Kreizenn Nant Gwrtheyrn (nepell diouzh Porthmadog, hanternoz Kembre) o vont da aozan ur staj kembraeg-brezhoneg etre ar 6 hag an 12 a viz Gouere.

Digoret vo ar staj-se d'ar vrezhonegerien a fell dezho deskin (pe peurzeskin) kembraeg ha d'ar gembraegerien a fell dezho deskin brezhoneg.

Lakaet eo bet priz ar staj da 700 lur (boued, bod ha kentelioù).

Kement ha gouzout hiroc'h diwar e benn e tleit skrivan an abretan ar gwellan da : Herve Bihan c/o Kelc'h Sevenadurel Gwened, 21 stradae an Tiez-Barn, 56000 Gwened.

SAVOIE : le mouvement « Région Savoie » se présente

Un vote partisan

Sauf en ce qui concerne le Parti Communiste, lequel poursuit son lent déclin, ces élections ont ainsi été un succès pour toutes les grandes formations politiques françaises : les électeurs ont voté « politicien », négligeant même certaines personnalités connues qui avaient tenté de se présenter en dehors des partis.

Cela traduit en définitive un manque d'intérêt certain pour la chose publique : on vote pour ceux qu'on connaît plus ou moins, sans essayer de chercher où se trouvent les idées nouvelles. Dans ce contexte, les formations « d'avant-garde » — régionalistes, écologistes et autres — se sont trouvées plus défavorisées que jamais par le slogan « votez utile », cri de guerre des grands partis à court d'arguments dignes de ce nom.

Emergence du régionalisme savoyard

Créé le 20 octobre 1985 sur proposition de l'association des Savoyards de Savoie, le Mouvement Région Savoie (qui reprend le nom d'une organisation régionaliste informelle ayant connu un succès certain au début des années 70), avait décidé de présenter une liste aux élections régionales dans les deux départements savoyards, ce qui était tout de même un peu téméraire dans un laps de temps aussi réduit.

Bilan : 4,33 % des voix en Haute-Savoie (où 9 listes étaient présentes) et 6,21 % des suffrages en Savoie du Sud (sur 5 listes en présence), ce qui fait une moyenne de 5,11 % des voix sur l'ensemble de la Savoie.

Résultat encore insuffisant, certes, mais déjà très encourageant pour un mouvement aussi jeune et méconnu. D'ailleurs, aucun parti régionaliste de France continentale n'a fait mieux, et cela est un signe incontestable de l'importance du courant régionaliste en Savoie.

Un système électoral du type italien (proportionnelle au plus grand reste), aurait donné deux sièges au MRS mais, en France, où l'on sait barrer la route aux formations émergentes, les régionalistes savoyards n'en ont obtenu aucun, ce qui est d'autant plus décevant que les voix manquantes n'étaient pas si nombreuses.

Un premier encouragement a été donné par de nombreuses personnalités (maires, élus locaux, économistes, universitaires, géographes, historiens, socio-professionnels) et des formations politiques telles que le Parti Socialiste Unifié (PSU), le Mouvement des Démocrates et le Parti Fédéraliste Européen, qui n'ont pas hésité à apporter leur appui au MRS, caution indispensable à un véritable « décollage électoral ».

On doit cependant signaler que de grands théoriciens de la pensée fédéra-

liste sont prudemment restés en dehors de l'action, préférant probablement parader en compagnie de politiciens en mal de relations dans leurs organisations pseudo-fédéralistes oiseuses, plutôt que de se « compromettre » aux côtés des peuples en lutte. Il n'y a pourtant pas si longtemps, Denis de Rougemont n'hésitait pas, lui, à apporter son soutien aux régionalistes savoyards.



L'argumentation régionaliste

Les points forts développés par le Mouvement Région Savoie au cours de la campagne ont été la création d'une authentique Région Savoie (séparée de cette monstrueuse « Région Rhône-Alpes » aussi étendue que la Suisse et peuplée que le Danemark, mais n'ayant pour seule réalité que la mainmise lyonnaise sur les économies savoyarde et dauphinoise), le rétablissement de l'équilibre actuellement très menacé entre les différents secteurs d'activité, le contrôle d'un tourisme dont le développement ne profite pas toujours à qui de droit, la promotion de l'identité et de la culture savoyarde (en particulier dans les domaines historique et linguistique) ainsi que de l'Université de Savoie dont le dynamisme risque fort d'inquiéter un jour prochain quelque responsable lyonnais ou grenoblois.

Bien entendu, des thèmes plus locaux ou au contraire européens ont également été abordés, dans l'esprit du régionalisme, c'est-à-dire avec plus de démocratie et de participation de la part de citoyens ce qui, on s'en doute, ne va guère dans le sens des grands partis politiques.

Légitimité du mouvement « Région Savoie »

Apparu dans les années 60, le régionalisme associatif savoyard a très vite connu de profondes dissensions, bien qu'il ait parfois su unifier ses forces dans les périodes critiques. Néanmoins, le MRS tel qu'il a été créé le 20 octobre dernier, avec les 20.000 et quelques voix

récemment obtenues, doit apparaître comme l'expression légitime du régionalisme savoyard, et ceci au détriment de certaines formations groupusculaires incapables d'agir sur le terrain sinon par des courriers aussi anonymes que délirants (parfois envoyés au nom... du MRS lui-même !), ou par une participation injustifiée à des congrès au cours desquels un ou deux excités parviennent à s'exprimer au nom du peuple tout entier.

Certes d'aucuns trouveront le régionalisme savoyard trop modéré, plus attiré par le fédéralisme que par le nationalisme et pas assez « anti-français ».

Chaque peuple possède sa propre spécificité, à lui de se donner l'instrument le plus apte à la développer.

Avenir et perspectives

Le 20 avril dernier, soit exactement six mois après sa création, le MRS a tenu son assemblée générale afin de se donner les moyens d'une action politique structurée. Un conseil d'administration de 20 membres élus a été mis en place, ainsi que des commissions de travail, la présidence du mouvement a été confiée à Josiane Floret, économiste de métier, spécialiste de la langue savoyarde et candidate brillante lors des élections régionales.

Quant aux orientations et perspectives du MRS, il est encore trop tôt pour se prononcer d'une manière précise ; le conseil d'administration se réunira le 30 mai et cela permettra d'en dégager les grandes lignes, du moins en ce qui concerne la tactique, puisque la stratégie reste, bien entendu, celle du programme électoral élaboré pour ces récentes élections, et relève du régionalisme en général, adapté à la situation savoyarde.

Et si beaucoup d'observateurs jugent cette situation savoyarde comme plutôt satisfaisante (du moins sur le plan économique « global », il ne faut pas oublier que la Savoie, à l'intérieur du cadre actuel français, reste une région totalement NIEE, et ceci malgré un particularisme marqué dans tous les domaines, une région qui n'est pas maîtresse de ses choix, et dont l'avenir se décide ailleurs. Comme partout, l'emprise parisienne a longtemps été acceptée en Savoie ; cependant, depuis les débuts de la « décentralisation », on pouvait légitimement attendre beaucoup mieux. Dans un tel contexte, le rôle du MRS est à la fois simple et ambitieux, puisqu'il s'agit d'obtenir ce que les élus savoyards n'ont jusque-là jamais su, voulu ou osé demander.

Alain FAVRE
Trésorier du Mouvement
Région Savoie
Place de la Mairie
F-74140 DOUVAINE
tel. 50.94.02.08

Bretagne 2000 :

un tableau utile de la Bretagne d'aujourd'hui et des enjeux pour demain

La mode est aux colloques. Il en sort des actes, des comptes rendus souvent touffus, juxtaposant des communications sans lien entre elles et de valeur inégale, et de ce fait vite oubliés des non-spécialistes. Fanch Elegoet, à qui l'on doit nombre d'études sociologiques de valeur sur paysans et marins du Léon et de Cornouaille, a mieux fait les choses. La revue « Tud ha Bro » nous restitue, en un fort et dense volume de 340 pages, les communications d'un séminaire où des Bretons, professionnels ou universitaires, ont tenté d'évoquer les problèmes actuels de la Bretagne et les évolutions possibles dans la (ou les) décennie(s) à venir. La démarche et les résultats méritent l'examen.

D'abord la démarche...

« Pour en rester à notre domaine, celui des productions intellectuelles et culturelles, malgré ces bruits lancinants qui nous parlent de décentralisation, ils n'en reste pas moins vrai qu'aujourd'hui encore et toujours, la centralisation et la domination parisienne restent, et de loin, la caractéristique lourde de ce champ ». Et de prendre l'exemple des derniers recrutements du CNRS, qui ont bénéficié pour les 2/3 à la région parisienne, et du budget de la culture, absorbé à 50 % par Paris : « le capital... va toujours à la capitale, note F. Elégoet, qui évoque ensuite le « syndrome versaillais », dont l'Etat français ne se départit pas et qui se manifeste particulièrement au niveau des grands travaux.

L'ensemble des régions, hors région parisienne, ne bénéficie que de 2,24 % des crédits d'Etat en la matière, alors qu'on parle de décentralisation.

Evoquant le défi relevé par les agriculteurs bretons qui ont fait de leur pays un grand foyer d'exportation, le sociologue se prend à souhaiter que les « intellectuels » fassent de même. Que chacun, dans le domaine intellectuel, produise, mette en commun au niveau breton, c'est-à-dire crée des liens horizontaux, au lieu des liens habituels vers le « haut », vers Paris. Pour arriver à dialogue égalitaire avec les autres, avec Paris certes, avec le monde aussi. « La chance et le péril sont l'un et l'autre extrêmes » conclut F. Elegoet.

Tableaux et perspectives

Loiez Laurent (INSEE Rennes) fait un tableau de la population bretonne, qui augmente par retour de personnes âgées, alors que le taux de natalité s'effondre. L'émigration touche maintenant en priorité les plus qualifiés.

Le risque de voir se développer, autour de Rennes, une Bretagne-banlieue de Paris (risque évoqué dans le P.B. de juillet 85), du fait du TGV, n'est pas à écarter. « Grappe » bien équilibrée animée par 20 villes, la Bretagne risque de voir se dessécher ceux de l'intérieur, peut-être de façon irrémédiable. Les risques d'un mirage accru du territoire breton par l'habitat pavillonnaire dispersé demeure également. L'analyse a aussi le mérite d'englober la Loire-Atlantique.

Dans son étude sur les revenus, J. Kergoat pose la question cruciale de la mobilisation de l'épargne bretonne, dont une partie non négligeable s'évade actuellement.

Le commerce extérieur et international de la Bretagne est analysé par Y. Drogou, avec les perspectives d'évolution par secteur. L'assemblée bretonne, si elle existait, trouverait matière à définir une politique. Le fameux FEDER (Fonds européen de développement régional) est étudié par J.M. Quémener. Le centralisme invétéré de l'Etat français s'oppose là encore à la transparence. Pire, l'Etat diminue sa contribution à un projet – tel le plan routier breton – quand il en attend une aide européenne, généralement moins élevée que la diminution opérée par l'Etat. L'aide du FEDER n'est plus qu'une aide à l'Etat, et non aux régions défavorisées. L'auteur conclut sur la nécessité pour la Bretagne des liaisons étroites et directes avec les institutions de Bruxelles.



Yves Lainé explique la nécessité du désenclavement vers le Nord et vers le Sud, de l'accès aux formes modernes de transport et de l'utilisation du « fleuve atlantique ». Là aussi, démonstration convaincante !

Les enjeux agricoles sont aussi bien posés : endettement, baisse de rentabilité des principales productions, diminution des aides publiques, quotas, encadrement du crédit. Là aussi, la solution ne peut être que collective, si l'on ne souhaite pas une concentration accélérée, d'autant que le vieillissement de la CEE laisse présager une stabilisation des besoins alimentaires.

L'examen des pêches bretonnes, par Denez L'Hostis, est synthétique, précis, documenté, de même que l'étude des possibilités de la production d'algues. Y. Gicquel pose la question de la culture et de ses relations avec l'économie et montre que « le développement économique suppose une culture bretonne véritable, définie comme la réactualisa-

tion, dans un temps donné, à un moment donné de la vie d'un homme ou d'une société, de l'expérience antérieure ».

Un défi est bien posé : « la véritable survie de la culture bretonne reposera prioritairement sur ces 2 axes essentiels du développement : information, avec toutes ses technologies, et formation, avec tous ses multiples circuits. Si les Bretons ne savent et ne peuvent résoudre rapidement, par la voie politique, notamment régionale, l'accès de la culture bretonne aux forces détenant la formation et l'information, paradoxalement, cette culture bretonne, d'essence populaire, deviendra de plus en plus élitiste, c'est-à-dire réservée à ceux qui auront les moyens de faire un choix ».

L'industrie et le tourisme font l'objet d'analyses du même niveau. Le livre offre donc, globalement, un bon tableau de la Bretagne actuelle, aspects sociaux mis à part.

Le défaut serait plus dans le « non dit » : Comment une région sans pouvoir, sans conscience, quadrillée par les appareils politiques centralisés, pourrait-elle jouer le rôle important que la plupart des analystes estiment nécessaire à sa survie ? Comment ne pas tenir compte du contexte actuel de libéralisme économique échevelé et d'utilisation centralisée des fonds publics ? La place de la culture bretonne dans les radios « libres » aujourd'hui montre que la logique du profit à court terme conduit à sa non-diffusion. Cela dit, au niveau de l'analyse, de l'apport documentaire, du sérieux, « Bretagne 2000 » est un instrument indispensable pour définir les priorités du combat breton actuel. L'étude d'Yves Morvan sur les industries électroniques aide à comprendre bien des événements défavorables récents.

(1) 95 F, BP 5, 29212 Plabennec. « Tud ha Bro ».

« Un livre essentiel »
(Le Peuple Breton)

Groupement
pour les droits des minorités

*Les minorités
à l'âge de
l'Etat-nation*

A. Fayard – 95 F.



SE LAOÛIT

DISQUES

L'Irlande comme si vous y étiez...

SHAUN DAVEY : « Granuaile » (Tara records, distribution Keltia Musique). Si le nom de Shaun Davey n'est pas très connu en Bretagne, ses œuvres, elles, le sont davantage.

Créé aux Tombées de la Nuit de Rennes en juillet 1982, puis redonné et enregistré au mois d'août suivant au Festival de Lorient, « The Brendan Voyage » avait été très bien accueilli à sa sortie en disque. L'année suivante, « The Pilgrim », créé au Festival de Lorient et également enregistré à cette occasion, faisait son tour un tabac.

Peu à peu, l'Irlandais Shaun Davey s'impose comme l'un des grands compositeurs de la Celtie.

Sa démarche consiste à marier les instruments traditionnels celtiques (bombarde bretonne, uilleann pipe irlandais, gaita galicienne, cornemuse écossaise) avec des formations classiques (orchestres, chœurs).

Son but, « abattre les barrières artificielles entre musiciens populaires et musiciens classiques ».

Son inspiration, il la trouve dans l'histoire et le légendaire des pays celtes, où l'Irlande, bien sûr, occupe toute sa place.

Une démarche, un but, une inspiration que l'on retrouve dans son troisième album « Granuaile » sorti depuis quelques mois.

Avec « Granuaile » on retrouve aussi, avec beaucoup de plaisir, la voix merveilleuse de Rita Connolly et Liam O'Flynn, fameux joueur de uilleann pipe et ancien du groupe Ranxty, une référence. Ces deux interprètes, remarquables, sont accompagnés par un orchestre de chambre dirigé par Gareth Hudson.

« Granuaile » raconte la vie mouvementée de Grace O' Malley, entrée dans la légende pour avoir défendu l'Irlande contre l'occupant anglais, à la fin du seizième siècle. Une femme de caractère qui, à la tête de sa flotte, « montra qu'elle était l'égale de beaucoup d'hommes, sinon supérieure... ». Celle que l'on appelait « The Pirate Queen » ne devait pas avoir froid aux yeux, si j'en crois mon peu de connaissances dans la langue de Shakespeare. A ce sujet, une traduction des textes de la pochette avait été la bienvenue...

C'est un disque « fort » que nous propose Shaun Davey et je ne peux que vous le recommander chaudement. Ecouter « Ripples in the Rockpools » (mon morceau préféré), vous m'en donnerez des nouvelles !

I MUVRINI : « I Muvrini 85 » (Ricordo, distribution Horizon Music).

I Muvrini est sûrement le groupe corse le plus connu en Bretagne. Il s'est déjà produit chez nous à différentes occasions, à la fête du « Peuple Breton » à Brest ou à la fête des Peuples en lutte à Guingamp, par exemple. Malgré cela, ses disques sont très mal distribués dans notre région, où ne les trouve que chez quelques disquaires spécialisés.

« I Muvrini 85 » est pourtant le septième album de ce jeune groupe bourré de talent et de punch, qui tente de faire connaître et reconnaître à l'extérieur, la musique corse. Ce disque, qui s'écoute très facilement, constitue une bonne approche de la musique traditionnelle corse, très belle mais aussi quelquefois, assez austère.

La chanson corse, c'est d'abord et surtout les chœurs d'hommes ou de femmes qui chantent à cappella comme on dit, c'est-à-dire sans accompagnement musical. I Muvrini en offre un échantillon avec la très belle « Malincunia » (mélancolie), une chanson qui vous remue les tripes.

Les autres morceaux du disque bénéficient d'arrangements « modernes » où le piano occupe une place importante, mais le contact avec la tradition n'est jamais perdu. La qualité de l'enregistrement est très bonne et met en valeur, justement, les intros au piano et aussi la voix de la chanteuse, Rusalina Bartoli. Un bon point aussi pour la pochette sur laquelle figurent les textes des chansons, en corse, et leur traduction en anglais et en français. Au fil de ces textes, souvent superbes, on perçoit un amour profond pour la Corse et son peuple, un amour que seuls peuvent provoquer, peut-être, un pays dominé, un peuple nié : « Et tu vivais d'amour pour ton pays si cher, de cette ardente foi, face aux heures amères, un petit pas de plus... ».

Je crois savoir qu'I Muvrini tournera en Bretagne cet été : ne le manquez pas !



GWERZ (co-produit par « Gwerz » et Dastum).

Un conseil : toutes affaires cessantes, courez chez votre disquaire préférez et emparez-vous de ce disque **in-dis-pen-sa-ble**. N'attendez pas, vous le regretteriez...

Car ce premier enregistrement d'un groupe encore assez peu connu, fera date. C'est sans doute le disque-événement de la musique bretonne de ces dernières années.

Gwerz, qui compte cinq années d'existence, cinq ans de répétitions, de concerts, de tournées à travers la Bretagne et l'Europe, est né de la rencontre de cinq musiciens, parmi les meilleurs de Bretagne, des noms qui vous diront sûrement quelque chose : Patrick Molard (binioù kozh, flûte traversière, uilleann pipe), Jacky Molard (violin, guitare basse), Soig Siberil (guitares), Youen Le Bihan (bombarde « piston »), Erik Marchand (chant, treujenn gaol). Tous ont derrière eux une longue expérience musicale, et pas seulement de la musique traditionnelle : ils ont touché à tout (rock, jazz, classique...) avant de s'ancrer définitivement dans la tradition.

Leur disque, co-produit par Dastum et édité avec l'aide de l'Institut Culturel de Bretagne, est l'aboutissement de toutes ces années de travail.

Ronan Gorgiard en parle beaucoup mieux que je ne le ferai moi-même. Laissons-lui la parole : « Gwerz, un carnaval nocturne et électrique de complaintes et de danses que l'on écoute la chair de poule le long des membres (...). La voix d'Erik, si jeune et si ancienne, accordée à la bombarde et au binioù, poursuit son chemin derrière vous, dans la rue, et, entre vos oreilles, s'éteint le bourdonnement solennel d'un quatuor à cordes. Musique d'hier et de demain, comme un train vous emmène du passé au futur. Un rendez-vous ancien et savoureux, de ceux que l'on croyait manqués. Les meilleurs ont formé un groupe... témoignage d'une culture et instrument de sa transmission ».

Croyez-moi, ce n'est pas de la publicité mensongère !

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

DES STAGES POUR L'ETE

A Ti-Kendalc'h

(Centre culturel breton)

• STAGES COLO, du 14 au 19 juillet.

Chants et danses traditionnels, harpe celtique, accordéon diatonique, école du cirque, marionnettes, poterie, initiation à la vidéo et la photo.

Coût 740 F tout compris ; âge, pour enfants 8-13 ans.

• STAGE GUITARE, avec Jean-Yves Corlay, du 21 au 25 juillet. Coût 1.100 F tout compris.

• STAGE HARPE CELTIQUE, avec Dominig Bouchaud, du 1^{er} au 5 août ; coût, 1.390 F tout compris.

• STAGES VACANCES, du 18 au 25 août : tissage, danses bretonnes, accordéon diatonique, violon, diaporama. Coût 1.100 F (adultes) tout compris.

Stage d'histoire

Dans le cadre de l'Université Populaire Bretonne d'Eté et sous l'égide du Festival Interceltique, l'association Dalc'homp Sonj organise, du lundi 4 au samedi 9 août, à Lorient, un stage d'histoire de Bretagne avec pour thème, cette année, La Bretagne aux XVI^e et XVII^e siècles (1532-1715).

Ce stage consiste en cours, débats, visites auxquels s'ajouteront en soirées, concerts et projections de films. Dalc'homp Sonj s'est assuré la participation de MM. G. Le Menn, R. Le Prohon, J. Cornou, R. Estienne, M. Cocheril, P.Y. Castel, B. Rouz.

Renseignements et inscriptions : UPBE, Institut Consulaire, 6 rue de Kerguelen, 56100 Lorient, tél. 97.64.37.80.

SELAOUI (fin)

« Témoignage d'une culture » ? Sûrement. Le répertoire de Gwerz est constitué de complaintes (gwerziou) et de danses collectées par Dastum en pays bretonnant et pour la plupart inédites. Ces airs ne sont jamais dénaturés par les arrangements de Patrick Molard ou Soig Siberil, mais au contraire, valorisés, enrichis. Indiscutablement, il existe un « son » gwerz, original et inattendu, dû en partie, mais pas seulement, à la voix étonnante d'Erick Marchand, le compère de Jean-François Kémener. Et pour son premier disque, le groupe s'est offert les services de Bruno Caillat, spécialiste des percussions indiennes et accompagnateurs de Per Tallek, un autre espoir de la musique bretonne. Cela ajoute encore un « plus » à la richesse de cet enregistrement.

Certains comparent Gwerz aux Chieftains, d'autres font référence à Stivell : ce qui est sûr, c'est qu'avec le renouveau du « folk » qui s'annonce, il faudra compter avec Gwerz.

Que dire de plus ? Ah si ! Gwerz sur vinyle c'est super, mais sur scène c'est encore mieux. Alors si l'occasion se présente...

Pierre MORVAN

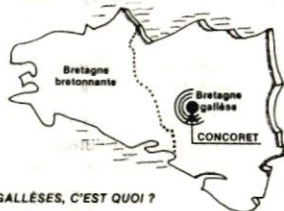
PS UDB : Sonerien Du et Kornog viennent de sortir chacun un nouvel album. Nous en parlerons prochainement.

du 14 au 20 Juillet 1986

8^{èmes} ASSEMBLÉES GALLÈSES

Les ASSEMBLÉES GALLÈSES sont destinées à permettre la découverte et l'expression des différentes facettes de la Bretagne Gallaise (langue-culture-civilisation-milieu naturel-activités...). Le gallo n'est pas en effet un "patois" ou du "français déformé" : c'est une véritable langue ayant eu des échanges avec la langue bretonne celtique. Les contes, les légendes, les chansons, les danses et la musique de Haute-Bretagne ont par ailleurs tout autant d'intérêt que ceux de la Basse-Bretagne d'expression bretonnante.

LES ASSEMBLÉES GALLÈSES, C'EST OU ?



LES ASSEMBLÉES GALLÈSES, C'EST QUOI ?

- DES STAGES (programme au verso. Fiche d'inscription jointe).
- DES ANIMATIONS : Rigoudeux, Festu-noz, sorties, débats, soirées à thèmes. Grande fête gratuite le dimanche.

Kamp etrekeltiek ar Vrezhonegerien

KEAV a gemenn e vo dalc'het Kamp 1986 e Skaer, e skol Sant Alan, adalek ar merc'her da noz 16 betek ar sadorn 26 a viz Gouere da greisteiz.

Live ar berzhidi a zle war-dro ur bloavezh-skol-studi, rak n'eus nemet brezhoneg e-pad ar staj. N'eo ket ur staj evit kregin gant ar yezh, met unan evit hec'h implijout e pep degouezh eus ar vuhez.

Stage chanson

Le centre régional pour la chanson en breton pendant des cours, mais aussi en effectuant des réalisations en breton (pièces de théâtre, emploi de l'ordinateur, etc...), de rencontrer les gens du pays, d'apprendre les chants et danses de ce pays, la signification des noms de lieu (toponymie), de découvrir le milieu, d'échanger des expériences, etc...

Formation vidéo

Stage vidéo studio, du 16 au 20 juin. Initiation sur les différents appareils d'un plateau et d'une régie, câblage, réalisation simulée d'un direct (mise en place, décors, éclairage, conducteur...), tournage avec deux caméras.

Stage scénario, du 16 au 20 juin. Stage coorganisé avec l'Atelier régional cinématographique de Quimper. Initiation à l'écriture, découpage, réalisation de maquettes en vidéo. Visionnement de films, rencontres avec des réalisateurs et des scénaristes.

S'adresser : Atelier de création audiovisuelle, St-Cadou, 29237 Sizun.

HENAUT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 98.83.00.15

Session d'études bretonnes d'Ar Falz



La 18^e session d'études bretonnes organisée par Ar Falz/Skol-Vreizh se déroulera du dimanche 24 août (18 h) au samedi 30 août (14 h) (6 jours), dans les locaux de Oaled Diwan, au bourg de Trégionou, 29214 Lannilis (pg/tél. 98.04.05.42) et au manoir de Trouzillit à Trégionou, 29214 Lannilis (pg/tél. 98.04.01.20).

Trente personnes seront logées dans le foyer Oaled Diwan, au bourg de Trégionou, et une quarantaine au manoir de Trouzillit (gîte d'étape). Chaque participant doit apporter un sac de couchage ou une paire de draps et des couvertures.

Nombre maximum de participants au stage : 80.

Il est également possible de camper, mais les prix seront les mêmes que pour les personnes hébergées dans les locaux (entre 300 F et 600 F suivant l'âge).

Le but de ce stage est d'apprendre le breton pendant des cours, mais aussi en effectuant des réalisations en breton (pièces de théâtre, emploi de l'ordinateur, etc...), de rencontrer les gens du pays, d'apprendre les chants et danses de ce pays, la signification des noms de lieu (toponymie), de découvrir le milieu, d'échanger des expériences, etc...

Cette session comprendra :

- six groupes de travail (de 9 à 11 h et de 14 à 16 h).

Groupe 1 : initiation à la langue bretonne à l'aide du manuel « Ober gant ar Brezhoneg » (prêté aux stagiaires) et d'autres documents.

Groupe 2 : faux débutants : manuel « Ober gant ar Brezhoneg » (prêté), etc.

Groupe 3 : Participant(e)s ayant une connaissance convenable de la langue : travail axé sur l'oral sans négliger l'acquisition de structures grammaticales.

Groupe 4 : Participant(e)s possédant de bonnes bases grammaticales. Enseignement basé sur la conversation à partir de documents divers.

Groupe 5 : Théâtre en breton.

Groupe 6 : Bretonnant(e)s confirmé(e)s (groupe autogéré).

- six ateliers spécialisés (de 17 à 19 h).

Atelier A : Etude historique de la région avec découverte des lieux historiques en voiture (en français).

Atelier B : Les noms de lieu (toponymie bretonne) (bilingue).

Atelier C : Voile (bilingue).

Atelier D : Jeux et chants pour adolescent(e)s (bilingue).

Atelier E : Randonnée à pied (découverte de la région), (bilingue).

Atelier F : Théâtre, sketches, etc...

(Ce stage peut être financé par l'employeur dans le cadre de la formation continue).

Renseignements : Ar Falz, 6 rue Longue, 29210 Morlaix. Tél. 96.62.17.20.

Découverte de la Haute-Bretagne

L'AGEACE (formation continue), les Multi-collectionneurs de documents bretons, ANEIT (association d'études galloises) organisent, du 30 juin au 5 juillet 86, à Etreilles (près Vitré), une session découverte de la Haute-Bretagne.

Deux formules : tourisme culturel (excursions, randonnées, loisirs, gastronomie...); université d'été (langue, histoire, littérature, coutumes...). Renseignements : AGEACE, Les Hairies, Etreilles, 35370 Argentré-du-Plessis.

Stages d'initiation au Gouren (Lutte bretonne)

Des stages d'initiation à la lutte bretonne se tiennent à Ti Ar Gouren, Berrien (29).

Ils s'adressent à toute personne intéressée par la découverte et l'initiation à ce sport de chez nous, sportif confirmé ou non.

Les stages se tiennent le week-end sur 1 ou 2 jours.

Pour tout renseignement, tél. 98.99.79.93.

Deuxième rencontre des harpeurs et vieilloux de Bretagne

dans le cadre du Festival de Cornouaille, du 20 au 26 juillet 1986.

La Fédération « Telennourien Vreizh » et le groupement de musique traditionnelle « Les vieilloux de Bretagne » ont souhaité se regrouper à nouveau pour organiser une deuxième rencontre des harpeurs et vieilloux de Bretagne dans le cadre du Festival de Cornouaille, vu le succès rencontré l'an dernier.

Coût du stage (harpe celtique ou vielle) : 800 F à 1.150 F suivant les formules.

Renseignements et inscriptions : François Hascoet, 23 straed ar Prad (Prairie), 29000 Kemper. Tél. 98.55.27.19 (domicile), 98.92.18.18 (travail).

Histoire bretonne à la radio

Radio France Bretagne Ouest diffuse depuis quelques semaines une nouvelle émission La Bretagne à la rencontre de l'histoire, le jeudi, de 20 h 30 à 21 h.

Cette émission est réalisée par Loeiz Guillaumot en collaboration avec l'association Dalc'homp Sonj. Elle consiste en interviews d'historiens sur des périodes précises de l'histoire bretonne et donne lieu à des jeux récompensés par divers ouvrages ayant trait à l'histoire de notre pays.

« Le Lian » reparait

Après l'échec du journal interassociations « Taboulinier », revue bimestrielle de Bretagne galloise « Le Lian » reparait depuis février, sur 24 pages. L'abonnement coûte 120 F (Bretagne galloise, le bourg, 56430 Concoret). Poèmes, contes gallos, problèmes de graphie, la situation de la langue aragonaise côtoie des comptes rendus divers et des nouvelles sur la culture de Bretagne orientale. Beaucoup d'illustrations dans cette nouvelle version du Lian.

P.B. SERVICE

Fest-noz du Calvaire à Trégastel

11^e fest-noz du Calvaire, le samedi 14 juin, à Trégastel, avec Tammies, Nono, Chaplain-Jaguin.

Tantad, bonnes bières à la pression, entrée gratuite.

Cette manifestation (le fest-noz le plus couru de tout le Trégor) attire chaque année la foule des danseurs (2.000 personnes en 85) dans un cadre exceptionnel. Organisation : Centre culturel « Nevez-Amzer », 22730 Trégastel.

Concert Tri Yann

Le samedi 14 juin 1986, un concert du groupe Tri Yann sera donné au palais du Champ de Mars, à Nantes, à partir de 21 h.

Le concert est organisé par l'ASC Bonne-Garde, dans le cadre des championnats fédéraux de gymnastique masculine qui se dérouleront pendant le week-end du 13, 14 et 15 juin.

La location des places : au comité des fêtes de Nantes et au cinéma Bonne-Garde, 30 rue du Père Louis à Nantes, tél. 40.75.11.08.

Redon petite ville grand renom

Dans le cadre de l'animation d'été des Pays de Vilaine, le Cercle Celtique de Redon organise, les 4, 5, 11, 12 et 13 juillet 1986, à 21 h 30, un grand spectacle théâtral « Son et Lumière » avec la participation de 100 figurants bénévoles des pays de Vilaine et 30 cavaliers.

« Redon petite ville grand renom », c'est la devise de notre ville, écrite en breton au fronton de la mairie : « Redon her vihan brud vraz ». C'est le titre du spectacle.

Le spectacle aura lieu à Bains/Oust, dans le magnifique cadre de la chapelle Saint-Méen, reconstruite dans les années 60 à l'initiative du Cercle Celtique de Redon, animé à l'époque par l'actuel président de Kendalc'h, organisé par le Cercle Celtique de Redon.

Réservations, renseignements : Pays d'Accueil de Vilaine, 6 rue des Ecoles, 35600 Redon (tél. 99.71.07.40).

Emission bretonne supprimée !

Ar Falz lance aussi une pétition adressée au directeur de RBO-RBI, rue de Falkvik, 29000 Quimper, pour protester contre la suppression, depuis le 5 janvier, de l'émission d'Albert Deshayes sur les noms de familles et de lieux bretons, le dimanche midi, pour tant très suivie et qui faisait l'objet de très nombreux coups de téléphone de Bretons désireux de découvrir leurs racines. La pétition demande le rétablissement très rapide de l'émission.

Daniel THENADEY : du Seizh Avel à Ti-Kendalc'h



Après des années d'animation culturelle en café et associations (des centaines de concerts, stages, films, festou-deiz, débats, etc., etc...), d'abord à La Kerouezec de Jugon-les-Lacs puis au café-animations « Ar Seizh Avel » de Confort-Berhet (voir P.B. décembre 85), en Trégor, Daniel Thénadey quitte son petit lieu de « grande culture ». Un lieu, vivant, très réputé et qui marquera de son empreinte l'histoire du café-cabaret des années 80.

Daniel prendra début juillet la direction de Ti-Kendalc'h, centre culturel breton, maison d'accueil (90 lits, 150 couverts), situé à Saint-Vincent-sur-Oust, près de Redon.

Les activités de Ti-Kendalc'h vont de l'accueil de groupes divers (associations, syndicats, entreprises...), aux stages de musique et culture bretonnes, en passant par les activités de pleine nature.

Daniel Thénadey espère retrouver à Ti-Kendalc'h tous ses anciens amis dans les activités et animations du centre.

Contact : Ti-Kendalc'h, centre culturel, 56350 Saint-Vincent-sur-Oust, tél. 99.91.28.55.

BRETAGNE 845

L'Association « Bretagne 845 » invite à se rassembler, dimanche 22 juin 1986, à Ballon, en Bains-sur-Oust, en souvenir de la bataille de Ballon (845). Rassemblement au bourg, au pied de la statue de Nominoë, à 11 h 30.

Possibilité de restauration : à Redon (self-service) ; à Ti-Kendalc'h, en Saint-Vincent-sur-Oust, réservation jusqu'au 14 juin. Contact, le Temple, 56910 Carentoir.

Bulletin CRIDEV

Le Cridev (Centre de documentation tiers-monde, 41 avenue Janvier, Rennes) continue à publier des dossiers bien faits bimestriels au prix de 10 F, parmi les sujets traités « Regard sur le Mexique » (février-mars), avec la les indiens, la répression, la crise agricole, le « Mondial ».

Demande d'emploi

Cadre socio-culturel, 43 ans, 2 enfants, formation INFAC, diplômé d'Etat C.A.P.A.S.E.-D.E.F.A. (= bac + 3), 15 ans expérience direction gestion équipements + 7 ans direction librairie, CHERCHE, urgent, poste à responsabilités. Le Goff, 12 rue Paul Déroulède, 22410 Saint-Quay-Portrieux, tél. 96.70.46.76.

En toute liberté...

Cette rubrique est ouverte à des militants extérieurs à l'UDB. Leurs points de vue n'engagent évidemment qu'eux-mêmes mais ils nous semblent intéressants pour nos lecteurs et pour nourrir les débats en cours.

Construire l'alternative au service du peuple breton

par Eugène BEGOC (1)

Le 16 mars n'a pas apporté la stimulation attendue pour l'élargissement des rencontres et des actions communes qui, depuis un an, définissent Convergence Bretonne. La surprise est venue du décalage entre le mouvement de sympathie qui a assuré le succès indéniable des Assises de Pays et sa traduction en acte au moment de la campagne et le jour du vote. Ce mouvement s'est-il épuisé ? L'affluence à la rencontre-concert de Landerneau montrait bien qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène passager.

Dans bien des cas cependant, les militants et les responsables que nous rencontrons sont demeurés dans l'expectative. Le slogan du Morbihan « Notre combat est le vôtre » - n'est devenu qu'imparfaitement une pratique quotidienne dans la campagne. Il serait facile de s'en tenir au rappel des hésitations, des ambiguïtés, voire du manque d'initiatives qui n'ont pas manqué ces dernières années et ces derniers mois. Un tel rappel est même indispensable pour analyser où en est aujourd'hui Convergence Bretonne, pour ne pas nous en tenir à une attitude du type « en avant, malgré tout », mais remettre au contraire en cause nos pratiques dans ce qu'elles ont de dépassé. Il ne permet pas cependant d'expliquer totalement pourquoi une partie de celles et de ceux que nous rencontrons sur le terrain ont vu dans notre démarche plus une intention qu'un projet spécifique, qu'ils étaient invités à faire leur et à développer, et non à soutenir de l'extérieur.

Au travers des discussions de bilan des pays, ces interrogations apparaissent au premier plan en même temps que l'on commence à entrevoir comment surmonter cette situation, même si cela se révèle plus long et plus complexe que nous le pensions il y a un an.

Entre 2 élections ? pas seulement !

Il est particulièrement significatif que les collectifs de pays s'accordent sur la conclusion que l'important, pour Convergence Bretonne, est de s'enraciner dans la vie quotidienne. Débattre des questions bretonnes avec tous ceux qui y sont confrontés et recherchent des réponses sur le terrain, même ou ces questions se posent de la manière la plus immédiate, tel est bien le premier sens de l'existence de Convergence Bretonne, si nous voulons mieux comprendre la nature de ces difficultés et les réponses collectives qui peuvent être définies et mises en œuvre.

La persistance d'un large mouvement anti-nucléaire breton fait de ce terrain d'action un test particulièrement important de notre capacité à mener à bien cette ambition.

Se tenir à un soutien public aux actions de Plouézec, aux habitants de Saint-Jean-du-Doigt, ou aux exploitants menacés par la Cogema, n'est plus suffisant car, alors, nous n'aurions à apporter que des analyses et des propositions trop générales pour qu'elles soient véritablement utiles ou simplement convaincantes. Certes, le nucléaire est une expérience de laboratoire des relations de dépendance de la Bretagne et de comment les choix essentiels lui sont imposés de l'extérieur. En particulier la construction d'une centrale au Carnet aggraverait la concentration économique autour de Nantes et de Rennes, accentuant par la même les déséquilibres et la destruction dont l'organisation économique dont nous héritons offre de multiples exemples. Mais c'est en définitive sur notre capacité à ouvrir un autre choix, une alternative énergétique, que se jouera le sort de la bataille qui se poursuit sous des formes différentes depuis Plogoff (rassemblements de l'île Longue et de Rostrenen en 1984, mobilisation de Saint-Jean-du-Doigt et de Plouézec, en 85-86).

Pour intéresser un plus grand nombre de personnes à ce qui se passe aujourd'hui au Carnet ou bien au Nord, ou la pression des CCI ne se relâche pas, il faut davantage que des réunions d'information et des débats publics. Ce qui peut permettre de lever le scepticisme quant aux chances de développer une politique énergétique qui parte des potentialités de l'environnement naturel, c'est de développer des expériences concrètes, même si celles-ci restent

pleinement aux mobilisations qui se font jour (Hanvec...), mais également aux actions quotidiennes sur le terrain syndical, associatif, culturel, que nous pouvons comprendre les raisons des échecs et des succès et donc jouer notre rôle de mouvement d'idées et non pas nous cantonner au rôle de mouvement idéologique.

L'ancrage dans la vie quotidienne n'est pas seulement nécessaire parce que nous subissons et continuerons à subir un jeu politique qui nous est imposé et qu'il aggrave les prétentions hégémoniques du PS. Si tant d'entre nous en font la condition première de la poursuite de C.B. au-delà de 86, c'est bien parce que, au-delà des rencontres et du travail commun actuellement poursuivis, l'objectif est bien de refonder un nouveau mouvement breton et que c'est cela qui donne tout son sens au projet de construction d'une nouvelle force politique bretonne.

Le décalage

Le décalage entre le sentiment d'identité bretonne, largement répandu, et sa traduction en actes militants sur un plan politique, électoral, syndical, culturel... est aujourd'hui frappant. Il a toujours été important sur le plan électoral. Pourquoi aujourd'hui sa généralisation (abandon par l'URI-CFDT du thème « Travailler, Décider et Vivre en Bretagne »...).

Les analyses, les objectifs et les conceptions qui ont sous-tendu nos pratiques militantes ont été forgés en fait dans les mobilisations et les actions des années 60 et 70. Plogoff ouvrait déjà une autre phase, mettait au 1^{er} plan de nouveaux problèmes.

Schématiquement, les choses peuvent être présentées de la façon suivante : durant l'après-guerre, le facteur qui pouvait paraître pénaliser la Bretagne et ses emplois était la localisation géographique. Ceci pouvait être compensé par des correctifs financiers apportés par l'Etat et, effectivement, les actions pour l'emploi ont alors vu se développer l'interventionnisme étatique et les créations d'emplois par les groupes français et étrangers.

Aujourd'hui au contraire, ce qui passe au premier plan, c'est l'incapacité des grandes usines et des techniques de travail à la chaîne - dont l'introduction



limitées tout un temps. Ceci passe par une action concentrée d'élus locaux, de syndicalistes, d'écologistes. L'organisation de visites d'étude des installations basées sur les énergies renouvelables ou le recyclage des déchets qui existent en Bretagne, au Danemark, en Belgique, permettrait d'analyser les raisons des échecs et des succès, d'adapter les techniques concernées aux données qui sont les nôtres.

Une telle démarche suppose de remettre en cause les pratiques habituelles, le mode de relations entre mouvement politique et mouvements sociaux, comités, syndicats, associations. Il s'agit de privilégier l'expérience commune avec le plus grand nombre de militants possibles, afin de dégager ensemble les réponses collectives, de définir dans la pratique sociale les objectifs nouveaux et le comment faire d'une autonomie réelle des individus et du peuple breton.

Un mouvement politique ne peut prétendre apporter du dehors l'intelligence des contradictions sociales, ni le projet d'une autre société en Bretagne. C'est en participant étroitement aux multiples débats et recherches qui se font jour sur le terrain, en participant

massive en Bretagne remonte à peine 20 ans - d'abord une phase où innovations technologiques et nouvelles formes d'organisation du travail déterminent les nouveaux espaces économiques. Les correctifs étatiques traditionnels ne fonctionnent plus en pareil cas, surtout lorsque l'Etat n'est plus sous la pression sociale et qu'un Madelin peut envisager le développement de zones franches à Redon et dans les pays les plus touchés par la crise.

Face à cette réalité, nous avons un grand besoin de renouveler nos analyses et nos objectifs, de voir en quoi, apparemment vérifiées dans l'expérience d'hier, elles doivent être dépassées pour penser l'expérience et le contexte d'aujourd'hui.

Un point me paraît important de ce point de vue : la place qu'implicitement les institutions politiques et particulièrement le gouvernement tenaient dans la solution des problèmes que nous attendions. Cette conception implicite a tenu une grande place dans l'échec des stratégies syndicales du Tregor, ou le débat a été placé presque exclusivement sur le terrain Alcatel-Thomson-gouvernement et où les questions de l'organisation du travail, de la maîtrise des transformations technologiques sont demeurées au second plan.

La réflexion sur une nouvelle stratégie est donc primordiale dans C.B. où se retrouvent autonomistes et autogestionnaires. Il est particulièrement significatif que l'évolution des mouvements corses, guadeloupeens, kanaks... les voit tous soucieux de répondre avant tout en terme de reconstruction de leur économie et de leur société, et non en termes essentiellement institutionnels. Les écoles populaires kanaks, le Syndicat des travailleurs corses, les coopératives guadeloupeennes apparaissent comme autant d'initiatives au travers desquelles ces mouvements recherchent les conditions qui permettront à une majorité de leurs peuples de poser lui-même la question de son avenir et d'y forger des solutions collectives. Cette conception de l'auto-détermination que les Corses ont exprimé le plus clairement, rejoint en cela une part essentielle de l'approfondissement des convergences entre autogestionnaires et autonomistes bretons.

En conclusion, je voudrais aborder deux derniers points. Nous avons aujourd'hui besoin d'un débat d'idées, incluant des intellectuels et des chercheurs, qui nous redonnent une meilleure maîtrise des systèmes théoriques à l'aide desquels nous tentons de comprendre le mouvement de la société. La conception de l'articulation entre émancipation sociale et libération nationale doit en particulier être réélaborée dans une nouvelle perspective marxiste. Dans les époques antérieures du mouvement ouvrier, la force de la bourgeoisie et son attitude quant à la question nationale constituaient des critères essentiels pour les militants et intellectuels socialistes. Ceci était en effet décisif lorsqu'il s'agissait de l'empire russe, austro-hongrois ou des colonies. Ce critère ne peut plus tenir la même place lorsque la question nationale se repose avec acuité dans les métropoles elles-mêmes (France, Espagne). L'organisation du travail humain, des forces productives, vient en revanche au premier rang. Il existe en Bretagne des couches sociales qui ne voient d'avenir que dans le maintien du système capitaliste ; il est peu probable qu'elles puissent se constituer en bourgeoisie disposant d'un projet politique, économique et social propre.

Convergence Bretonne doit se structurer, elle ne peut le faire avec les formes connues de délégation de pouvoir. L'effort de circulation de l'information et des réflexions est au contraire prioritaire, tout comme la prise en charge d'initiatives par les « pays » car c'est ainsi prioritairement que peut être surmontée la dispersion militante qui caractérise la situation actuelle et explique en grande partie le décalage relevé au début de cette tribune libre. Une des conditions de cela est que PSU, UDB ou FGA s'orientent résolument vers une transformation explicite de leur rôle en sociétés d'idées et de propositions vis-à-vis de la totalité de Convergence Bretonne. Pour sa part, la FGA se dirige en ce sens.

(1) Militant de FGA et de Convergence Bretonne, Rennes

CONTRÔLE D'IDENTITÉ

